

ACTION

N° 22 • 18 JUILLET 1968 • 1 F • Journal réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'U.N.E.F. et des Comités d'Action Lycéens



**PEUT-IL
NOUS
COFFRER
TOUS ?**

**DOSSIER :
PRAGUE
MOSCOU
PARIS**

LA CAROTTE ET LE BATON

Qui est Couve de Murville ? La grande presse amuse ses lecteurs en parlant de sa famille, de sa « carrière », de son « caractère ». Cela ne nous intéresse pas, parce que c'est sans importance (les avatars de Pompidou sont-ils dus à son « caractère » ?). Avant tout, Couve de Murville est une politique. Le quotidien de la finance, qui n'a pas de temps à perdre ni de lecteurs à mystifier, le définit d'un titre : **Un bon gestionnaire**. Et il précise : « gestionnaire des affaires publiques et de l'économie dans une tradition des plus orthodoxes, certes. Mais aussi gestionnaire du gaullisme » (« Les Echos », 18 juillet 68). Nous voilà avertis, qu'est-ce que la participation ? C'est l'économie capitaliste gérée dans « une tradition des plus orthodoxes ». Qu'est-ce que le gaullisme aujourd'hui ? C'est le plan de 18 mois qu'annonce Couve.

En dix-huit mois, Couve doit rendre à de Gaulle l'or que la fuite des capitaux a fait partir de la Banque de France ; cela s'appelle « sauver le Franc » ; mais qui l'a attaqué sinon ces bourgeois qui paradent avec des drapeaux tricolores tout en envoyant leur argent en Suisse — « leur » argent, c'est-à-dire les richesses de la nation. En dix-huit mois il doit continuer à fournir les crédits pour la force de frappe et la politique militaire gaulliste. Le but n'est pas seulement d'éponger rapidement les augmentations de salaires acquises en mai : Couve doit empêcher que « ça » ne recommence.

Or, aucune des causes économiques du mouvement revendicatif n'est supprimée, au contraire, les dix-huit mois que promet Couve sont des mois d'« austérité » (c'est-à-dire de vaches maigres pour les salariés). Les journaux financiers ne s'y trompent pas : « la priorité est donnée au Franc et non pas à l'expansion économique. Dans l'immédiat cela explique les nouveaux sacrifices demandés, tant aux contribuables aisés qu'aux sociétés et aux salariés. Cette politique est tout à la fois impopulaire, courageuse et risquée ».

Passons sur le « courage », et sur les « sacrifices » que les grandes sociétés capitalistes ont toujours su faire supporter aux autres en réalisant elles-mêmes des bénéfices accrus. Ce qu'il faut retenir est que la politique Couve de Murville sera nécessairement **impopulaire**, et le même journal en tire les conséquences : « Nous estimons donc qu'à l'heure actuelle, il existe un risque réel de voir se préparer de nouvelles explosions sociales du genre de celles de 1959, 1960 ou mai 1968. Ce risque porte un nom : c'est celui du chômage. Les demandes d'emploi non satisfaites ont atteint au trente juin dernier leur niveau le plus élevé depuis plus de vingt ans ». (« L'Opinion économique et financière », 18 juillet 68).

Voilà la grande promesse de Couve : le chômage. Bien entendu il ne l'annonce pas. Il prétend vouloir l'éviter. Si on veut savoir la vérité, il suffit d'analyser les conséquences économiques de son « plan ». La grande presse n'en parlera pas. Mais les journaux de la Bourse et de la Finance avertissent les capitalistes : peut-être l'inflation sera-t-elle évitée, mais certainement pas le chômage : « contre le chômage qui constitue précisément le second péril, M. Couve de Murville mise surtout sur la relance ultérieure des investissements pour créer des emplois nouveaux. Mais

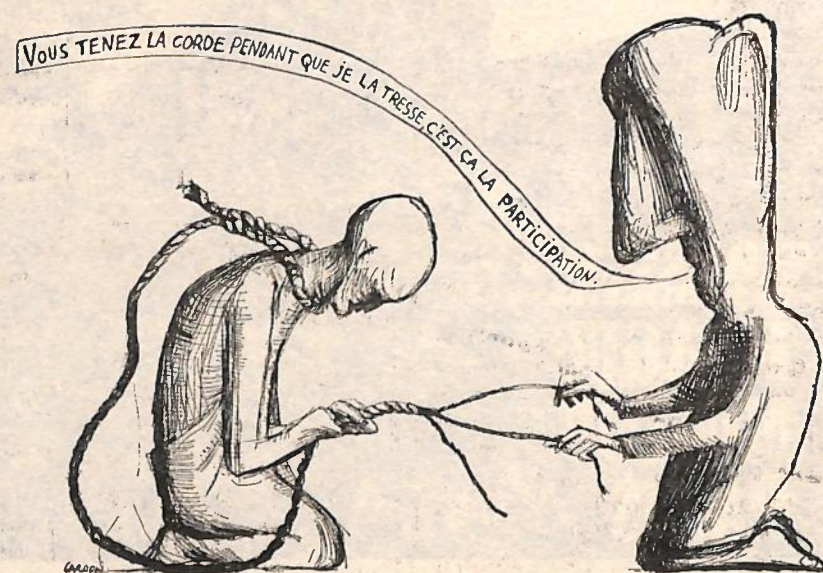
est-ce bien là la vocation de l'investissement ? Accroître la productivité de l'économie n'est pas le plein emploi. C'est même le contraire » (« Les Echos », 18 juillet 68). Couve parle-t-il de réduire le chômage ?, pas du tout répondent les experts de la bourgeoisie, **c'est même le contraire**.

Quelles sont les armes de Couve pour « rétablir la confiance » des capitalistes, c'est-à-dire pour faire admettre le chômage à la classe ouvrière en lui interdisant de riposter ? Deux armes : la mystification et la répression.

La fameuse « participation » peut encore faire illusion à certains, comme c'est un mot vide, il a pu faire rêver chaque petit bourgeois tout à son aise. Couve de Murville, lui, ne rêve pas : « la direction des entreprises est le fait de ceux qui sont responsables et le profit est justifié dès lors que le risque existe et que la concurrence joue ». Bref, le patron continue à diriger et à accumuler ses profits, et le travailleur... travaille. La vaste entreprise de propagande au sujet de la « participation » est spécialement destinée : 1) aux cadres, que le gouvernement veut absolument reprendre en main après qu'une fraction d'entre eux ait participé au mouvement de mai ; 2) aux travailleurs, qu'il s'agit de payer avec des mots.

Les travailleurs et les étudiants ne seront pas calmés par des phrases creuses. Contre eux, le gouvernement sort sa seconde arme : la répression. La nomination de Couve est marquée par un accroissement de l'activité policière, les arrestations se multiplient, elles visent d'abord les groupes étudiants et ouvriers (« groupuscules ») mais à travers eux, tout ce qui touche au mouvement de mai. Pour avoir lu « Action » à la terrasse d'un café, un consommateur a vu son identité « vérifiée » pendant quatre heures dans un commissariat. L'erreur serait de croire que la police fait la chasse aux souvenirs. Ce n'est pas le passé mais l'avenir qui inquiète le gouvernement ; il veut tuer dans l'œuf toute possibilité de contester sa politique.

Le gouvernement sait que son « plan » de 18 mois le rendra de plus en plus impopulaire. Il sait qu'il ne peut promettre que la participation... au chômage. Toute la presse économique de la bourgeoisie l'écrit noir sur blanc. C'est pourquoi le gouvernement veut frapper avant que les travailleurs n'agissent. Mais on n'échappe pas aux conséquences d'une politique de classe et d'une économie d'exploitation intensifiée. Ce n'est qu'un début, le combat continue.



QUELLES sont les réactions des travailleurs après un mois de reprise ?

Action a réuni quelques travailleurs des usines Renault à Billancourt, travailleurs émigrés et travailleurs français. Ils nous ont dit comment le travail a repris, quelles sont les perspectives de lutte et comment ils voient la lutte des étudiants maintenant. Nous avons pensé que le meilleur moyen de rendre compte de la discussion serait de rassembler les faits, les opinions sous la forme d'une longue suite de réflexions qui est en quelque sorte leur appréciation commune.

— Il n'est pas inutile avant de parler de l'après-grève, de rappeler comment le mouvement a pris fin chez Renault. Dès le lendemain des accords de Grenelle, la C.G.T. qui influence à Billancourt 80 % des travail-

Les effectifs de la C.G.T. chez Renault à Boulogne-Billancourt

1946	21 438
1948	13 638
1952	9 375
1953	5 296
1954	5 925
1955	5 770
1956	4 183

De 1956 à 1968 oscillation entre 4 000 et 5 000

1946 : 42 000 travailleurs.
1968 : 33 000 travailleurs

N.D.L.R. — Ces chiffres ont été fournis lors d'un congrès de la C.G.T.

Il n'est pas précisé s'il s'agit de cartes « placées » ou de cartes « payées ». Cependant, établis sur la même base, ces chiffres peuvent être utilement comparés.

leurs, a pesé dans le sens de la reprise du travail. Ce jour-là, Séguin, dans toute la première partie de son discours s'est évertué à souligner le caractère positif des accords. Ce n'est que devant la froideur de l'assistance (pour ne pas dire plus) qu'il a dû déclarer : « Rien n'est signé » (ce qui était faux d'ailleurs !) et qu'il ne s'est pas opposé à la poursuite du mouvement.

Mais entre les accords de Grenelle et le 17 juin, la C.G.T. n'a rien fait pour entretenir la combativité des travailleurs. Bien au contraire, les réunions organisées par les délégués étaient orientées sur la grille des salaires (« déterminez vous-mêmes vos salaires » leur disait-on) sans mettre en cause le statut de la Régie, ou bien sur les cadences de travail sur telle ou telle machine.

Evidemment toute opposition à gauche est fort mal venue et il se développe une violente campagne contre les « gauchistes ». Deux illustrations montrent l'irresponsabilité et les limites de la campagne contre les ouvriers « gauchistes ».

Lors du meeting de reprise le

La vérité sur Renault

17 juin un délégué C.G.T. a violemment protesté contre la consigne de son syndicat. Il a été aussitôt entouré par Sylvain (1) et quelques autres qui l'ont frappé. Il fut convoqué trois à quatre jours plus tard au local syndical pour « s'expliquer » sur son comportement. Il fut de nouveau « passé à tabac » (quel autre nom donné à ce genre de pratique ?) à un tel point que les syndicalistes C.F.D.T. dont le local est voisin intervinrent et évacuèrent le « gauchiste » en ambulance. Explication des responsables C.G.T. : « Le camarade avait eu une crise de nerfs ».

Au département 57 (modelage métal) un tract de la C.G.T. fut distribué accusant de « gauchistes » ceux qui s'étaient prononcés contre la reprise. A ce département qui avait voté à la majorité contre la reprise une lettre demandant des explications à la C.G.T. fut rédigée et signée par 60 travailleurs sur 250, ce qui représente beaucoup plus que l'effectif de la section C.G.T. du département.

La demande d'explications était rédigée en termes assez vifs et on employait le mot « trahison ».

Quels sont les sentiments des travailleurs devant cette situation ?

C'est le mécontentement et la déception. Ils n'ont pas du tout l'impression d'avoir remporté le succès qu'on leur dit. Aucun des 5 points fondamentaux de la plateforme n'a été atteint. La C.G.T. a finalement renoncé à poser comme préalable

l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale comme elle a fini par renoncer à la revendication de l'échelle mobile. Pourtant sur ce point Séguin avait pendant toute une journée déclaré qu'il ne serait pas question de céder si l'échelle mobile n'était pas obtenue.

Halbeher (2) ne cesse de répéter que l'affaire est positive dans l'ensemble, que les satisfactions sont substantielles : salaire, réduction d'horaires, élargissement des libertés syndicales. Effectivement sur ce dernier point les heures attribuées aux délégués sont passées de 25 à 50 et maintenant Halbeher peut participer à des réunions à l'intérieur de l'usine. Il déclare également que la grève a fait échec à l'homme providentiel (Mendès-France) qu'elle a permis de renforcer les rangs de la classe ouvrière, qu'il y a bien quelques difficultés avec les gauchistes mais qu'elles se régleront par la discussion.

S'il est difficile de persuader les travailleurs d'ici que leur action a été couronnée de succès il ne faut pas se cacher que l'argumentation politique développée par le P.C.F. a rencontré plus d'échos après les élections. Ainsi on entend dire fréquemment : « On se serait mis le doigt dans l'œil si on s'était trop avancé pendant la grève. » « Ceux qui voulaient nous envoyer les mains nues contre les flics étaient des irresponsables. Il n'y a pas eu vacance du pouvoir fin mai-début juin. »

Dans cette période de reflux, il ne faut pas s'étonner que les

organisations ouvrières ayant refusé de montrer le chemin pour aller à la révolution, les travailleurs soient désorientés et se réfugient dans les explications commodes et simplistes fournies. Il faut bien veiller à ce que l'intervention des ouvriers révolutionnaires se fasse à partir de cette situation.

La C.G.T. parle d'un renforcement considérable de ses rangs. Qu'en est-il exactement ?

Il est difficile de le savoir exactement. Ici la C.G.T. fait bien état de 1 500 adhérents nouveaux pendant la grève. Mais le dernier « Bulletin du militant » indique qu'il y a 5 000 adhérents à la C.G.T. maintenant et nous savons qu'avant la grève il y en avait 4 800 environ. C'est assez contradictoire.

Quelles sont maintenant les perspectives de lutte ?

La C.G.T. n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit pour préparer le terrain. Après la reprise, pendant deux jours de suite il y a eu des débrayages au camionnage : ils ont été passés sous silence. Ces débrayages se faisaient pour la satisfaction des revendications particulières.

Il ne faut pas se masquer que la lutte en octobre sera difficile : on sort d'une défaite, l'unité n'existe plus, la C.F.D.T. a mené la lutte contre la C.G.T. en vue des élections professionnelles d'octobre, la C.G.T. est lancée dans sa lutte contre les gauchistes. Il y a dans cette situation toute une série d'arguments faciles pour retarder l'action.

(1) Responsable C.G.T. connu chez Renault pour le caractère frappant de son argumentation.

(2) Secrétaire syndical de chez Renault, il est permanent du syndicat.

Les votes pour et contre la reprise, département par département, chez Renault

Départements	Pour	Contre	Observations	Départements	Pour	Contre	Observations
Lardy	133	7	Piste d'essai.	49	287	54	
D.M.A.	38	29	Il a existé un comité de grève ELU.		392	77	Prédominance O.S.
51	232	72	Entretien.	38	333	80	
57	85	99	Prédomin. professionnels.	38	306	57	Prédominance O.S.
70	323	201	Département ayant débuté la grève. Prédominance professionnels.	90	299	79	
53	114	26		12	1 140	263	Ile Séguin. Grosses presses. Prédominance O.S.
72 (AOC)	193	98	Prédomin. professionnels.	Sèvres	289	53	
32	167	40		Usine O	458	85	
62	515	126	Forges.	14	900	247	Prédominance O.S.
58	130	116		55	477	194	Prédominance O.S. Proche du département 70 (place Nationale) est un des départements ayant commencé la grève.
59	285	121	Prédomin. professionnels.	Mensuels	5 016	843	Ont voté Cadres et Ingénieurs, y compris directeurs et chefs de départements (effectif 2 000) et la maîtrise d'atelier (chefs d'ateliers, contre-maitres, chefs d'équipe), effectif 2 000.
77	190	128	Entretien. Prédomin. professionnels. Avant la grève, avait débrayé 24 h sans se préoccuper de la prime (en mars).				
54	155	68					
37	321	256	Prédominance professionnels dans l'île Séguin.				
18	144	38					
72 Artill.	119	54	Prédomin. professionnels.				
36	214	53	Prédomin. professionnels.				
61	421	149					
74	1 894	298	Ile Séguin. Montage R4. Prédominance O.S.				
19	102	14	Caoutchouc. Atelier insalubre. Prédominance O.S.				
34	343	87					
60	961	178	Fonderies. Insalubre. Prédominance O.S.				
				TOTAL :			
					Pour	Contre	
				OUVRIERS	12 954	3 624	
					78 %		
				MENSUELS	5 016	843	
					85 %		



UNE RÉVOLUTION IMPOSSIBLE

Avant mai 1968 on jugeait une révolution impossible dans les pays industrialisés. On disait que l'élévation générale du niveau de vie y avait embourgeoisé les travailleurs et entraîné la violence de la lutte des classes. On pensait que le bouleversement brutal d'un système de production et d'échanges très complexe et très fragile le désorganiserait pour longtemps, entraînant une régression économique profonde. On estimait que les masses populaires, devenues plus ou moins conscientes de ce fait, retourneraient de sacrifier leur bien-être présent, même

Par MAURICE DUVERGER

répondues en Occident. Le n° 3 de la République populaire de Chine — le maréchal Lin Biao — les admettait implicitement. Il considérait que la révolution mondiale était désormais conduite par les pays sous-développés, ces régions rurales du monde investissant progressivement les nations industrielles comme le communisme chinois, d'abord répandu dans les campagnes, avait ensuite gagné les villes. Le révisionnisme de l'U.R.S.S. et de l'Etat

et le réduisaient ainsi à l'impuissance. En même temps, ils commençaient à lui substituer un Etat socialiste, en assurant eux-mêmes la gestion des entreprises et des services et en les remettant en marche : telle serait la troisième phase. Ainsi le pouvoir ancien deviendrait de plus en plus bréal et factice, cependant qu'un pouvoir nouveau le remplacerait progressivement. Finalement, le premier s'effondrerait et le second prendrait totalement en mota la société.

Les événements de mai correspondraient à la première et à la seconde

NE PAS AVALER

HENZ

Le mouvement de mai a bouleversé des opinions bien assises sur la « stabilité » de la société française, sur l'« intégration » de la classe ouvrière, sur la « dépolitisation » de la jeunesse. L'occasion de perdre quelques préjugés s'offre à celui qui s'informe honnêtement, à plus forte raison à un professeur d'université qui enseigne le droit, la sociologie politique tout en exprimant dans « Le Monde » ses opinions hebdomadaires.

Tout le monde sait qu'une révolution ne se fait pas du jour au lendemain, qu'elle se prépare à travers des luttes souvent longues, qu'on ne saurait fixer son heure et son lieu, qu'il n'appartient à aucun « meneur » d'en décider, qu'elle constitue la réponse de l'action de masse face à une situation de crise. S'il s'agissait seulement de l'impossibilité de fixer arbitrairement la révolution pour — mettons — le 15 septembre, Maurice Duverger aurait facilement raison. Mais son projet est plus ambitieux, il prétend démontrer l'impossibilité absolue de toute révolution réussie dans la France du XX^e siècle, en conséquence de quoi les étudiants révolutionnaires ne sauraient être que « les fourriers au fascisme ».

D'une façon regrettable pour sa réputation intellectuelle le professeur raisonne faux : incohérence de fond, incohérence de méthode, fouillis de pensées dont le dénominateur commun

est la peur, sa copie ne vaut pas cher.

LES DEUX CLASSES OUVRIÈRES DE MAURICE DUVERGER

Argument central : « la masse des travailleurs n'est pas vraiment disposée à la révolution ». Si Maurice Duverger n'avait qu'une intuition fondamentale, ce serait celle-là. Il n'a pas attendu le mois de mai pour la cultiver, on ne peut pas être un « grand » bourgeois sociologue sans retourner cette pensée profonde dans tous les sens et en faire le premier et le dernier mot de la réfutation du marxisme.

Malheureusement ce postulat a joué un très mauvais tour à Duverger ; le mercredi 15 mai il prophétisait « la revanche » de Pompidou, et trouvait très subtil d'enfermer les étudiants occupant la Sorbonne dans le « dilemme » des examens : ou bien ils passent leurs certificats et tout rentre dans l'ordre, ou bien ils continuent leur action et s'enlisent dans l'impuissance : « les apparences révolutionnaires — drapeaux rouges, vocabulaire de même couleur, déclaration fracassantes, inquiètent ceux qui détestent aussi le désordre et le débrillé. Les ouvriers n'éprouvent pas de sympathie pour ces palabres sans fin, pour ces discussions subtiles — qui les ont toujours éloignés des

étudiants. Le courage de ceux-ci sur les barricades les avait rapprochés des travailleurs : un mouvement inverse s'amorce, malgré les comités « étudiants-travailleurs » (1). Ce monument de lucidité intellectuelle et de « science » politique ne peut être apprécié justement que si l'on rappelle quelques dates : à l'heure même où le papier tombait les grèves commençaient ; trois jours après, le « Monde » clamait « tout a changé, tout a basculé » ; cinq jours plus tard seulement la plus grande grève du mouvement ouvrier français commençait. Duverger avait donné la preuve de ses connaissances sociologiques, il s'était mis à la place des ouvriers, simplement les ouvriers ne se sont pas mis à sa place.

« La masse des travailleurs n'est pas vraiment disposée à la révolution. » Qui vous l'a dit ? Votre connaissance de la classe ouvrière, celle dont vous avez donné une démonstration si brillante le 15 mai ? Il n'y a dans l'erreur qu'une vertu possible, c'est la constance. Vous ne l'avez même pas. En deux mois, Maurice Duverger a présenté aux lecteurs du « Monde » deux classes ouvrières. La première est « intégrée » et ne veut pas de révolution (16 mai-12 juillet). La seconde apparaît plus rarement, elle n'est pas « entrée » dans la « société de consommation » et si elle n'est pas révolutionnaire, elle pourrait bien le devenir : « Cependant la différence entre étudiants et travailleurs n'est pas si grande qu'elle paraît. Les revendications des grévistes ne seraient pas si intransigeantes si les ouvriers n'avaient plus ou moins conscience que la France vit une période exceptionnelle où bien des choses deviennent possibles. Ils ont été tant de fois floués qu'ils n'osent croire à la possibilité d'une révolution. Mais ils rêvent eux aussi de changements plus profonds que les augmentations de salaires et le retour aux quarante heures, surtout parmi les jeunes. L'ensemble des mouvements de contestation a des bases communes. » (« Le Monde », 31 mai.)

Deux idées de classe ouvrière se bousculent dans cette sentencieuse tête, nous préférons la seconde, tout en sachant que seule la pression des luttes ouvrières a permis qu'elle franchisse les barrages des préjugés bourgeois vite rétablis.

UNE PENSÉE DÉBILE

L'incohérence des méthodes d'explication redouble celle des idées. Duverger utilise deux poids et deux mesures selon qu'il parle des travailleurs ou des étudiants.

Les étudiants sont entraînés, malgré eux : « Beaucoup d'entre eux pensent plus aux cours et aux examens qu'à la politique, et souhaitent s'intégrer dans la société plutôt que la renverser.

Mais ils sont entraînés par les plus dynamiques. » Donc ici il y a des meneurs, « quelques extrémistes traditionnels », et une masse fourvoyée.

Par contre les travailleurs, eux, ne sont pas menés (dans le sens contraire) par des directions politiques ou syndicales réformistes, l'hypothèse est rejetée a priori. L'absence de volonté révolutionnaire « dans la grande majorité des travailleurs en mai dernier, sauf chez les jeunes », n'était pas la conséquence du réformisme de la C.G.T. et du Parti Communiste. Au contraire, le réformisme de la C.G.T. et du Parti Communiste était le reflet de cette absence, qui tient elle-même à la nature des sociétés industrielles » (au passage on se souviendra que un mois auparavant les travailleurs simplement « n'osent plus croire à la révolution » — la faute à qui ? — et « ne sont pas encore entrés » dans la société de consommation. Que de chemin parcouru en un mois !).

Les organisations des travailleurs « reflètent » fidèlement la volonté des travailleurs. Les organisations étudiantes « mènent », « entraînent » diaboliquement les masses d'étudiants sages. Faut-il qu'un sociologue des « institutions politiques » ait abandonné tout esprit critique pour servir dans un même article deux théories parfaitement contradictoires entre elles et aussi plates l'une que l'autre. Un jour, il faudra raconter aux camarades — ouvriers et scientifiques — qui ne sortent pas des facultés de lettres ou de droit comment bon nombre de professeurs ont réfuté le marxisme : ils l'avaient réduit à son expression la plus primaire « mécaniste », la « théorie du reflet » qui date en fait du XVII^e siècle. Et voilà que M. Duverger — qui ne s'est pas privé de la réfuter comme Don Quichotte réfutait les moulins à vent — la sort pré-cuite de ses dossiers : les organisations n'organisent pas, elles « reflètent » simplement, innocemment la volonté des masses.

Ce « théoricien » de la politique aurait pu s'épargner également de recourir à la thèse policière des « meneurs », il lui suffisait de lire ce qu'écrivait, dans le même journal, son confrère Jacques Fauvet (2).

Est-ce trop demander à un docteur ès sciences politiques d'exiger qu'il aille chercher des idées ailleurs que dans les pouilles des sous-préfetures, qu'il comprenne qu'une organisation n'est pas composée de reflets ou de meneurs. Une organisation organise les masses mal ou bien. Mal lorsqu'elle se trouve en arrière des masses, comme lorsque la direction ré-

(1) « Le Monde », daté du 16 mai.

(2) « Que le pouvoir nous épargne à cet égard les lieux communs sur les agitateurs et la grève politique. Le monde est toujours mené par des avant-gardes, des minorités, agissantes ou non... » « Le Monde », 19-20 mai 1968.

Prague Moscou Paris (et Rio en dessins)

Dans l'espace et dans le temps, trois révoltes étudiantes ont ébranlé des régimes qui paraissaient inébranlables. Paris, Moscou, Prague : dans les trois cas, le mouvement né dans les Universités s'est étendu à l'ensemble du pays. Les résultats ont été différents. Leur comparaison est instructive. Avec ce deuxième dossier « Action » invite chacun à tirer les enseignements de mai.

Par ailleurs, nous publions des dessins venus de Rio dont ceux de Siné sur la C.I.A., le service secret de l'impérialisme américain.

VOICI une dizaine de jours, le P.C.F. a réuni son Comité central. Venant après la crise révolutionnaire de mai-juin, il s'agissait pour le P.C.F. de tirer les leçons d'une bataille qui, commencée chez les étudiants, poursuivie par 10 millions de grévistes, s'est achevée provisoirement sur un fiasco électoral. Une fois de plus les travaux de ce Comité central se sont déroulés à huis clos. La résolution adoptée à la fin de la session et surtout le rapport introductif de Rochet permettent cependant de se faire une idée de l'interprétation que donne des événements le P.C.F.

UNE DROLE DE MANIERE D'ECRIRE L'HISTOIRE

En fait le rapport de Rochet est très long (trois pages de « l'Humanité ») parce qu'une longue partie est consacrée à un historique du mouvement — ou plus exactement à l'interprétation, qu'après coup, le P.C.F. donne des événements.

Comme entre cette interprétation et la réalité l'écart est assez grand, c'est un travail laborieux. On avait déjà eu une idée de la difficulté de cet exercice en lisant l'éditorial de « l'Humanité » au lendemain du premier tour des élections. Andrieu n'était-il pas allé jusqu'à dire que les barricades de la rue Gay-Lussac, c'est-à-dire celles qui contribuèrent directement au déclenchement des grèves, avaient été édifiées avec la complicité du pouvoir. Un mois après cette énormité on attend

Comité central du P.C.F. : l'aile gauche du système

toujours la moindre preuve qui puisse étayer cette affirmation. Cette fois-ci, la remise en perspective des événements est généralisée.

C'est ainsi que parlant du rôle des barricades W.-Rochet affirme sans sourciller : « On a abouti ainsi aux spectaculaires barricades de voitures auxquelles on mettait le feu. Ces nuits de désordre sans résultats pour le mouvement étudiant ne pouvaient causer aucune inquiétude au régime gaulliste. » Le secrétaire général du P.C.F. pourrait-il, par exemple, nous expliquer comment ont été libérés nos camarades qui avaient été emprisonnés avant le 10 mai ? En fait ce mépris de la vérité n'est pas fortuit : il s'agit pour le P.C.F. de démontrer que tout ce qui n'a pas été contrôlé par lui était manipulé par le pouvoir ou pour le moins nuisible. C'est ainsi que le rapport reste très discret sur le déclenchement des grèves qui sont le témoignage le plus éloquent de la conjonction du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant.

ETUDIANTS ? CONNAIS PAS

Tout de même cette entreprise de révision de l'histoire immédiate a ses limites, parce qu'il y a des choses dont il faut bien parler, et notamment des étudiants.

Un secteur où le P.C.F. n'a jamais eu beaucoup de succès. Cela n'empêche pas W. Rochet de pourfendre les groupuscules qui « comptent un nombre restreint d'adhérents », ce qui est méchant pour l'U.E.C., l'organisation étudiante du P.C.F., qui compte notoirement moins d'adhérents que certains des « groupuscules » avant leur interdiction. Cette attaque contre les groupuscules n'est évidemment pas nouvelle, elle est avivée par l'échec électoral qu'a subi le P.C.F. Pour justifier son attaque le P.C.F., puisqu'il ne peut opposer aux groupuscules une organisation digne de ce nom, tente d'opposer l'avant-garde politique du milieu étudiant à la masse des étudiants, qui n'aurait que des revendications corporatistes. C'est pourquoi, pour justifier l'attitude du

P.C.F. à l'égard des étudiants, W. Rochet invoque... le plan Langevin-Wallon qui date de 1947. Il se garde bien d'indiquer que la critique du stalinisme, le soutien des luttes des peuples coloniaux (notamment algérien), le soutien au peuple vietnamien sont autant de questions qui ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à accroître la rupture entre le P.C.F. et les étudiants. L'existence des groupuscules n'est pas comme il est dit normale, compte tenu de « la propension de la petite bourgeoisie, spécialement de la petite bourgeoisie intellectuelle, à la phrase et à la pose ultra-révolutionnaires, anarchisantes et pseudo-romantiques » ; au contraire l'existence des groupuscules est normale dans la mesure où elle reflète les divisions de ce que, faute d'un autre terme, il faut continuer d'appeler le mouvement ouvrier international. Aucun des groupuscules n'a, quant à l'esprit petit bourgeois, de leçon à rece-



DEMOCRA CIA

P.C.F. (suite)

voir de la direction d'un parti qui osa pour piper les voix des « cadres » défendre la nécessité des résidences secondaires. Passons sur le grotesque qu'il y a à considérer comme petits bourgeois tous les marxistes qui n'ont pas approuvé l'orientation prosoviétique du mouvement ouvrier : Ho Chi Minh, Mao, Castro, Guevara sont des petits bourgeois ?

En prétendant, contre toute l'expérience que nous venons de vivre, réduire le mouvement étudiant à une dimension corporatiste, le P.C.F. offre implicitement aux gaullistes une alliance qu'il a déjà noué plus d'une fois au sein de l'U.N.E.F. : celle de l'U.E.C. et des éléments les plus à droite du milieu étudiant.

DES OUVRIERS GARDIENS D'USINE

La manière dont est considéré le mouvement de grève est-elle aussi révélatrice d'un refus de prendre en considération des actions de masse de caractère révolutionnaire comme moyen politique indispensable pour la satisfaction des aspirations des travailleurs.

Le rapport indique bien que les causes profondes de la grève existaient depuis longtemps. C'est évident puisque jusqu'à nouvel ordre nous sommes dans un régime capitaliste. Ce qui est moins évident c'est d'expliquer pourquoi les grèves se sont déclenchées le 13 mai et surtout pourquoi elles ont immédiatement revêtu le caractère de grève avec occupation d'usine. Alors que G. Ségué, à la sortie des négociations de Grenelle, déclarait que la C.G.T. n'avait pas donné de mot d'ordre de grève générale, W. Rochet n'a pas un mot pour expliquer ce débordement des partis et des directions syndicales par l'action ouvrière. Mieux, il minimise l'importance des occupations d'usines. Dans son rapport fleuve où on n'hésite pas à évoquer l'incendie du Reichstag pour mettre en garde contre les « gauchistes », les occupations d'usines ont droit à sept lignes qui vantent « le soin qu'ils (les ouvriers) ont apporté à veiller sur les machines et à éviter toute dégradation, comme à écarter parfois les conseillers venus du dehors qui n'auraient pas été pour le succès un atout puissant. Les ouvriers ont occupé les usines mais ils les ont aussi protégées, la presse adverse l'a elle-même reconnu ». En d'autres termes, en sept lignes, W. Rochet rabaisse le rôle des ouvriers grévistes à celui de gardien d'usine et se félicite de ce qu'il n'y ait eu que relativement peu de contacts entre travailleurs et étudiants. Passons sur le recours à l'adversaire pour justifier son attitude politique. Les patrons ont en

effet reconnu le « rôle positif » de la C.G.T. dans cette affaire.

Cela veut simplement dire que le patronat a suffisamment d'intelligence pour comprendre que dans la mesure où la bureaucratie syndicale s'opposait à ce que les usines ou même simplement leurs abords deviennent des lieux de rencontre, on avait la garantie que le mouvement de grève, quelle que soit sa durée, ne dépasserait pas un certain cadre politique. L'attitude du P.C.F. et de la C.G.T., que justifie le rapport au Comité central, est très semblable à celle des grandes unions syndicales américaines, qui mènent des grèves longues mais qui n'ont jamais, un tant soit peu, remis en cause le système.



LE MEPRIS DES TRAVAILLEURS

Les résultats des élections syndicales dans les entreprises de la métallurgie parisienne, qui se sont traduites par un tassement des voix de la C.G.T., indiquent que le rôle de la C.G.T. dans la grève est remis en cause à la base. Pour défendre cette ligne, W. Rochet n'a trouvé qu'une explication tirée par les cheveux :

« En effet, le calcul du pouvoir était simple : face à une crise qu'il a lui-même provoquée par sa politique antisociale et antidémocratique, il a escompté utiliser cette crise pour porter un coup décisif et durable à la classe ouvrière, à notre parti, à tout le mouvement démocratique. » Curieux raisonnement que celui où on ne fait entrer en ligne de compte que les initiatives du pouvoir et jamais celles des travailleurs. On ne fait pas mieux dans le mépris ! Si on comprend bien W. Rochet la meilleure preuve que le P.C.F. a eu raison de ne pas en faire plus c'est que le gaullisme mène une politique antisociale. Il ne faut pourtant pas être très expert pour comprendre que le patronat et le gouvernement se seraient bien passés d'un mois d'arrêt de la production.

LA LEGALITE WALDECK AUSSI S'EN EST FOUTU

Pour mieux faire avaler ce raisonnement Rochet prétend que le choix à faire en mai était entre une action de grève dans



PROVIDEN CIA

le cadre de la légalité ou la grève insurrectionnelle.

Où Waldeck Rochet a-t-il entendu un appel à l'insurrection ? Dans la situation de mai le mouvement de grève était suffisamment fort pour que, par contre, soit proposée, en différents endroits, l'organisation de la production au profit des grévistes. En réalité le choix n'a jamais été entre l'insurrection et la légalité. Dès le départ, le mouvement de grève était « illégal » puisque les préavis de cinq jours n'ont pas été respectés. « Illégaux » les occupations de faculté. « Illégaux » les collages d'affiches sur les panneaux réservés à la publicité. « Illégaux » les manifestations pour lesquelles l'avis de la préfecture n'a pas été demandé. Le choix n'était pas entre la guerre civile et la légalité. La guerre civile c'est, quand elle a lieu, toujours la réaction qui la déclenche, après la prise du pouvoir par les révolutionnaires (voir « Action » de la semaine dernière).

Ce qui était en question en mai c'était de savoir comment le mouvement général pouvait être porté plus avant. Le P.C.F. n'a fourni aucune réponse à cette question, sauf celle des élections, et c'est là qu'il a été battu.



INEP CIA

OU LE P.C.F. SE DONNE UNE LEÇON

La justification de cette attitude c'est que « entre le 25 et le 30 mai, nous avons assisté à une véritable campagne d'intoxication destinée à faire croire que l'Etat gaulliste s'était pratiquement liquéfié, qu'il n'y avait qu'à se baisser pour en prendre la succession ». Passons sur le fait qu'encore une fois Rochet raisonne comme si le pouvoir

seul avait eu l'initiative. Passons, car dans sa volonté d'autojustification Rochet finit par se donner à lui-même une leçon : comment se fait-il, en effet, que c'est précisément le jour où de Gaulle quittait l'Élysée que la C.G.T. rassemblait pour une fois des centaines de milliers de travailleurs non plus pour crier « Charlot des sous ! », mais « gouvernement populaire ! » ? Comment se fait-il que si le recul du pouvoir était purement tactique le P.C.F. et la C.G.T. ne l'aient pas dénoncé devant les masses ? En réalité il s'agit d'une interprétation *a posteriori*. Quand les batailles sont perdues on trouve toujours des généraux, et des secrétaires généraux, pour expliquer qu'il ne pouvait pas en être autrement.

LES ELECTIONS

C'est au même genre de plaisanterie que se livre Rochet pour nous parler des élections. Ne dit-il pas : « Mais parce que



URGEN CIA

notre parti a évité l'épreuve de force que souhaitait le pouvoir, de Gaulle s'est résolu à exploiter la situation d'une autre manière en annonçant, le 30 mai, la dissolution de l'Assemblée nationale et en fixant précipitamment les élections aux 23 et 30 juin » (c'est nous qui soulignons). Alors qu'à partir de la mi-mai le P.C.F. n'a cessé de réclamer des élections (comme le rappelait « l'Humanité Dimanche » le jour du premier tour), voilà qu'il crie maintenant au voleur. Au lieu de reconnaître honnêtement que le recours à l'électoratisme a été un coup fatal porté au mouvement, une erreur. Cela la direction du P.C.F. refuse de l'admettre car, comme tout appareil bureaucratique qui se respecte, elle refuse de se remettre en cause. Ce qu'on propose comme explication c'est que le vote des travailleurs, le 23 et le 30 juin, « a beaucoup plus été une condamnation des barricades et des émeutes qu'un acte de confiance dans le gaullisme ». Comment peut-on se contenter de ce pseudo-raisonnement qui emploie le vocabulaire du « Figaro » et de la réaction de tout temps (pour les Versaillais aussi la Commune était, à son début, une émeute) alors que ces mêmes barricades ont permis le déclenchement des grèves ? Conduit sur le terrain électoral par un parti incapable de réagir, même entre le premier et le second

tour, les travailleurs ont voté de Gaulle parce que précisément, le 23 juin, de Gaulle était vraiment le seul pouvoir en France, puisque l'arme de la grève avait été abandonnée par Séguy et son bureau confédéral contre un plat de lentilles.

UNE LIGNE MODERNISTE EN FAILLITE

Il n'est pas étonnant alors que pour expliquer son échec le P.C.F., qui, sans leur avis, a contraint les travailleurs à aller aux urnes, cherche un bouc émissaire sur qui se déchargera la colère de militants qui ont confusément senti que beaucoup plus était possible.

D'un geste auguste, Rochet les a désignés à son Comité central : les gauchistes, c'est-à-dire tout ce qui est, peu ou prou, à la gauche du P.C.F. Et profitant de l'occasion, pour la première fois dans un Comité central le P.C.F. qui, dans l'Humanité, s'était déjà demandé « pourquoi Ché Guévara est-il allé mourir en Bolivie ? » condamne, sans examen, le « guévarisme ». Les méthodes bureaucratiques restent les mêmes, mais les temps ont changé. En condamnant les gauchistes, le P.C.F. condamne toute l'expérience révolution-

naire qui vient d'avoir lieu. Une expérience qu'il n'a ni impulsée, ni dirigée, ni développée. Il a essayé de tirer les marrons du feu pour un peu mieux jouer le rôle d'un parti de gouvernement dans un système qu'il refuse de remettre en question. Il a sous-estimé la chaleur du foyer, il s'est brûlé les doigts et naturellement il accuse le foyer au lieu de s'en prendre à lui-même.

Le vieux réflexe sectaire est une fois de plus exploité : quand on vient de subir une défaite on fait appel à la foi et on resserre les rangs. Ce qui a été battu c'est la ligne d'acceptation de la société capitaliste moderne. Au lieu d'analyser sérieusement ce qui se passe, c'est-à-dire de faire, comme toute organisation révolutionnaire, un enrichissement théorique, le P.C.F. agite fébrilement quelques épouvantails sortis du magasin des accessoires et tient un discours qui prend des libertés avec la réalité. Ce n'est pas de la théorie, c'est du dogme, de la doctrine.

Voilà des années que le P.C.F., d'un ton ronflant de vieil orateur radical, appelait de ses vœux un « mouvement d'une ampleur inégalée ». Maintenant qu'il a eu lieu, il en a peur. La vérité seule est révolutionnaire. Le P.C.F. lui tourne le dos.

Tchécoslovaquie : Drôle de modèle

Avec la « question tchécoslovaque », le processus de décomposition du système stalinien est en train d'entrer dans une nouvelle phase. Depuis la mort de Staline, cette évolution a connu bien des vicissitudes ; elle n'a pas pu être arrêtée. De la chute de Bériia à la chute de Novotny, c'est tout un système de pensée et de gouvernement qui s'effondre à travers des crises successives, parfois des drames. Douze ans après Budapest, le spectre de l'intervention soviétique réapparaît. Si elle n'a pas lieu, ce ne sera pas le signe de l'intelligence politique de l'U.R.S.S., mais de sa faiblesse. Aujourd'hui, les blindés soviétiques se concentrent aux frontières de la Tchécoslovaquie, alors que des armes manquent au Vietnam. On peut mesurer la dégradation du camp socialiste.

Que signifie la crise des relations entre Prague et Moscou ? Est-ce le heurt entre une bureaucratie moderniste et une bureaucratie rétrograde ? S'agit-il d'une nouvelle voie vers le socialisme, voie adaptée aux sociétés industrielles ? La question mérite d'être posée, au moment où en France tout un courant de pensée, essentiellement représenté par le *Nouvel Observateur*, essaie de présenter ce qui se déroule à Prague comme une réponse au mouvement qui s'est produit en France en mai. Pour répondre à ces questions, il importe d'analyser la genèse du processus qui a engendré le « printemps tchèque » et le contenu de la politique préconisée par la nouvelle direction tchécoslovaque.

On a coutume de dire que le communisme n'a jamais triomphé que dans des pays économiquement arriérés ; ce n'est pas vrai de la Tchécoslovaquie. Sans être aussi avancées que d'autres régions de l'Europe occidentale, la Bohême et la Moravie possédaient entre les deux guerres mondiales une solide infrastructure industrielle. Avantage économique, la Tchécoslovaquie l'est aussi politiquement, puisque c'est un parti communiste très fortement implanté (32 % des voix aux élections de 1947) qui prend légalement le pouvoir en 1948.

Ces « avantages » expliquent pour une bonne part le destin particulier de la Tchécoslovaquie. Malgré le handicap d'une reconversion industrielle difficile (l'économie tchèque était orientée vers l'Occident ; le partage du monde en deux blocs l'a contrainte à une réo-

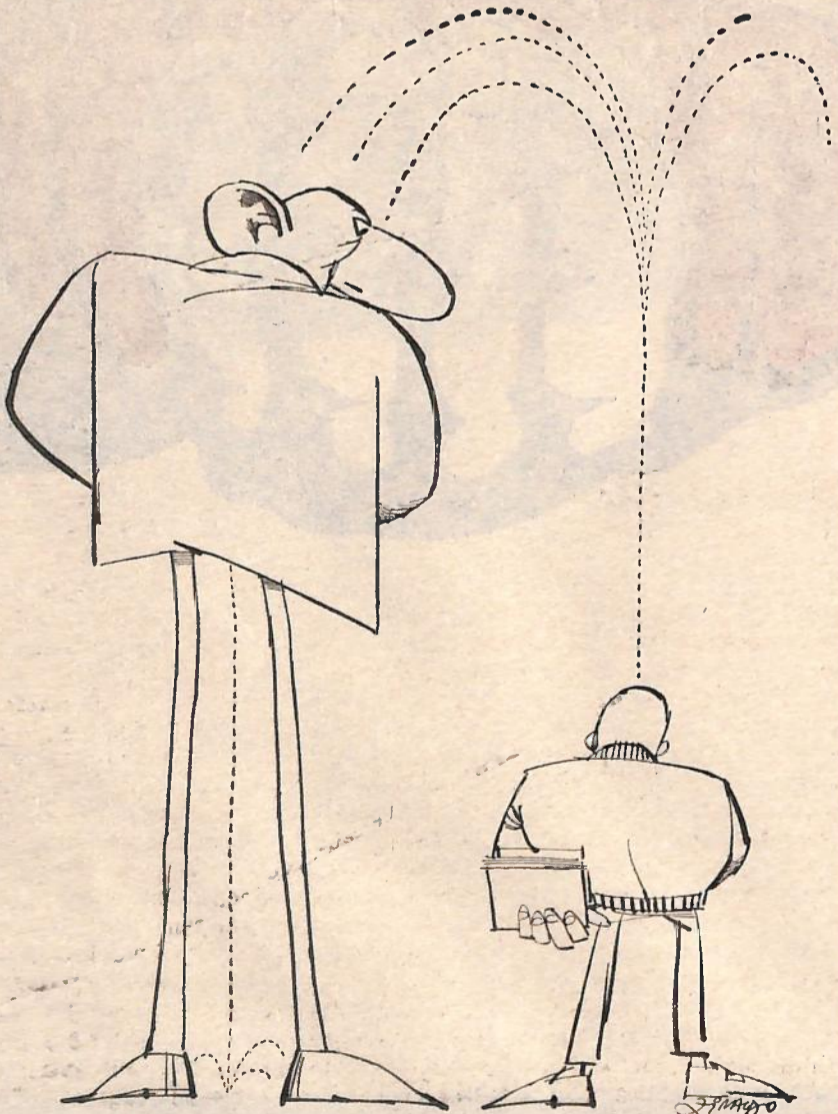
rientation), la Tchécoslovaquie est la seule démocratie populaire où le socialisme s'est accompagné de conquêtes sociales réelles : écrasement de la hiérarchie des salaires, promotion massive des cadres ouvriers, démocratisation de l'enseignement, gratuité de la médecine, stabilité de l'emploi. L'expansion a été rapide : sur la base 100 en 1948, le revenu national se trouve à l'indice 272 en 1962.

Avec l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie sera la démocratie populaire où les efforts de la déstalinisation seront les plus lents. Le régime de Berlin-Est se maintient parce qu'il est faible : si l'on ouvrait les vannes, il serait immédiatement balayé. A Prague, le régime survit parce qu'il est fort. 1956, le XX^e Congrès et la déstalinisation provoquent, en Pologne et en Hongrie, la débâcle de partis communistes dont les dirigeants sont discrédités. La Tchécoslovaquie reste à l'écart du mouvement qui atteint ses deux voisins. Le P.C. tchécoslovaque est une machine solide, bien implantée dans le pays.

Il n'y a d'ailleurs pas d'équipe de rechange. La seule figure de proue, Slansky, a disparu, victime du délire antisémite qui saisit Staline à la fin de sa vie. La dernière des grandes purges a atteint l'un des plus importants dirigeants tchécoslovaques, d'origine juive : Rudolph Slansky, l'organisateur des milices ouvrières pendant les journées de février 1948. C'est à sa participation au procès qu'Anton Novotny, dirigeant de second plan en 1946 doit son ascension. Il devient le n° 1 en 1953, à la faveur de la mort prématurée de Gottwald due à une pneumonie contractée pendant les obsèques de Staline. Il restera au pouvoir pendant quinze ans.

Pendant quinze ans, la Tchécoslovaquie va être une démocratie populaire « modèle », fidèlement alignée sur l'U.R.S.S. Pourtant, dès 1962, les éléments d'une crise apparaissent. Elle a trois composantes. Crise politique : la pesante tutelle du P.C. et des services de police sur la vie sociale et politique est de plus en plus difficile à supporter ; les intellectuels se font les porte-parole d'un sentiment général. Crise nationale : malgré les efforts incontestables pour industrialiser la région, la Slovaquie reste la parente pauvre ; le monopole politique et administratif des Tchèques est pe-

(Suite page 10)



ALORS, ON PARTICIPE ?



J.L. BESSON

ABONNEZ-VOUS A ACTION EN ENVOYANT QUINZE FRANCS A MADAME JALLAUD, 204, RUE DE LA CROIX-NIVERT, PARIS (XV^e).

TCHÉCOSLOVAQUIE

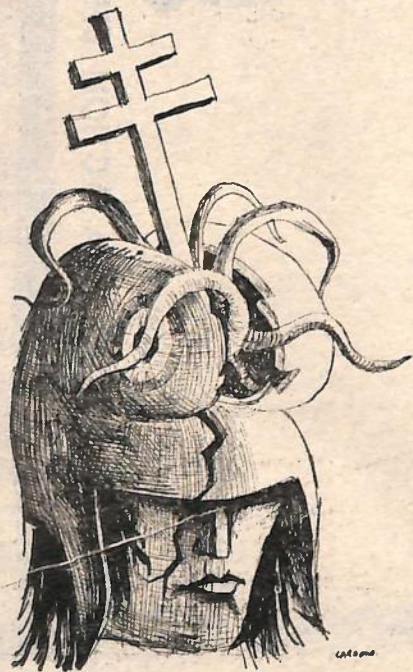
(Suite de la page 7)

sant pour une population sous tutelle depuis des siècles. Crise économique : depuis 1962 l'économie tchèque entre dans une période de crise : en 1963 le revenu national diminue ; il reste stationnaire en 1964.

Ce phénomène, proprement impensable pour les théoriciens de la croissance ininterrompue des pays socialistes, s'explique aisément. Les modèles de la planification autoritaire et centralisée, qui sont d'une relative efficacité dans les périodes de pénurie, sont totalement inadaptés à la gestion d'une économie complexe où les données quantitatives l'emportent sur les données qualitatives. Le manque de fluidité de la main-d'œuvre, la fin de la terreur stalinienne (qui avait comme seul avantage d'aiguillonner le bureaucrate) se sont ajoutés aux carences de l'organisation économique.

Ces problèmes ne sont pas particuliers à la Tchécoslovaquie. Mais c'est en Tchécoslovaquie qu'ils sont les plus brûlants. Pour deux raisons : d'abord parce que la Tchécoslovaquie a atteint un niveau de développement très élevé, ensuite parce qu'elle ne peut plus alimenter sa croissance économique (comme le font tous les pays socialistes y compris l'U.R.S.S.) par un prélèvement de main-d'œuvre industrielle dans la masse paysanne. C'est en Tchécoslovaquie qu'est élaborée la réforme économique la plus audacieuse.

Pour son initiateur, Ota Silk, la différence entre le capitalisme et le socialisme ne réside pas dans le fait que l'économie socialiste soit dispensée de tenir compte des mécanismes de marché qui régissent l'économie capitaliste. La différence est de nature qualitative, elle porte sur le régime de la propriété, sur les objectifs de l'économie. L'économie socialiste doit être efficiente. Si cette efficacité im-



plique le recours aux mécanismes du marché, cela ne doit pas effrayer les réformateurs.

Les mesures adoptées en 1965 s'inspirent de ces principes : elles créent un marché où pourra s'exercer la concurrence entre les entreprises. Pour leurs propres fournitures, les entreprises pourront avoir recours au marché des biens de productions et des matières premières. Ces marchés ne sont pas totalement libérés : le planificateur fixe encore certains prix et définit une marge de variation pour d'autres. Une autonomie considérable est laissée aux entreprises qui peuvent désormais choisir leur fournisseur et adapter leur production à la demande de leurs clients. La réforme modifie surtout les critères en fonction desquels l'activité de l'entreprise sera jugée : les indices sont remplacés par la rentabilité financière. L'entreprise sera jugée sur ses bénéfices. Cela signifie que l'entreprise devra vendre sa production c'est-à-dire s'adapter aux demandes de ses clients — et produire au moindre coût. Les bénéfices obtenus seront partagés en trois parties : une part revient à l'État, une part peut être affectée au fonds d'investissement tandis que la troisième viendra récompenser sous forme de primes les travailleurs les plus productifs.

Les mesures prises, la philosophie sous-jacente de la réforme indiquent bien l'orientation générale des jeunes turcs de l'économie tchécoslovaque. La critique de l'état antérieur est



EVIDEN CIA

purement technique ; il s'agit de décrire les disfonctionnements de la machine économique. En conséquence les solutions proposées sont, elles aussi, d'ordre purement technique. Cette volatilité des problèmes politiques sous-jacents révèle une inspiration technocratique (que les communistes chinois pourraient interpréter comme une étape vers la restauration du capitalisme).

La nouvelle économie tchèque heurte de front les dogmes « staliens ». Elle met en cause les intérêts acquis : tous les dirigeants d'entreprise Incapables, qui doivent leur ascension à des intrigues politiques, craignent de voir leur mauvaise gestion mise à nu. On risque de se rendre compte que certaines usines produisent des marchandises invendables qui s'entassent dans les entrepôts des magasins. Plus généralement, la réforme met en cause le contrôle de l'appareil du Parti sur la vie économique.

La vieille garde communiste voit d'un mauvais œil l'accroissement du pouvoir des directeurs d'entreprises, des « technocrates » socialistes.

Ces derniers sont les principaux bénéficiaires de la réforme. Lorsque l'on parle de l'autonomie accrue des entreprises c'est de leur autonomie à eux qu'il s'agit. Ils souffrent de la tutelle pesante des fonctionnaires incompetents du parti. Ce sentiment est particulièrement vif dans la jeune génération (30 à 40 ans) de dirigeants, ceux qui n'appartiennent pas à cette génération de militants d'origine ouvrière arrivée au pouvoir en 1948 ; ceux qui sont passés par les universités socialistes.



INCANDESCEN CIA

La classe ouvrière n'est pas directement concernée par ce débat ; d'ailleurs, au départ on ne lui demande pas de se prononcer. Certes la relance de l'expansion économique favorisera la croissance du niveau de vie et de nouvelles primes viendront sanctionner les efforts des meilleurs ouvriers. Mais la réforme, c'est aussi la fin des « planques » : l'accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre signifie conversions, déplacements, peut-être même chômage.

La crise tchécoslovaque s'ouvre au mois d'octobre 1967. Elle est le produit d'une convergence : communistes slovaques, irrités par la prééminence donnée aux Tchèques par Novotny dans la vie nationale, et réformateurs de l'économie mécontents de la résistance passive qui, à tous les échelons, bloque la généralisation des nouvelles méthodes. Comme toutes les crises de la déstalinisation, elle s'ouvre au sommet et en secret. Elle ne devient publique que lorsqu'elle est réglée : le 5 janvier 1968, Novotny est remplacé au secrétariat du Parti par A. Dubcek. La lutte s'est déroulée dans l'ombre, au sein du petit cercle des dirigeants.

La loi non écrite des pays socialistes fait du leader du parti communiste le dirigeant du pays. Les organes de l'Etat lui sont subordonnés. C'est au sein du comité central, organe qui élit le secrétaire du parti, que se déroulent les « crises ministérielles ». La règle du jeu veut que les décisions du comité central soient sans appel. Battu de-

vant l'instance suprême du parti, le dirigeant déchu s'incline : Malenkov, Molotov, Kaganevitch, Boulganine, Khrouchtchev ont connu ce chemin.

L'épisode se serait réduit à une « déstalinisation » par en haut, comme les pays socialistes en ont connu tant, si Novotny avait accepté la règle du jeu. Mais Novotny ne se tient pas pour battu : resté président de la République, il organise la résistance à la nouvelle direction. L'épreuve de force est alors inévitable. Une affaire sordide, la fuite du général Sejna aux U.S.A., en fournit l'occasion. Une campagne se déclenche pour la démission du président de la République. C'est chose faite le 22 mars.

Cette ultime bataille a eu une conséquence fondamentale. Les masses populaires, qui avaient suivi, avec sympathie mais passivement, la lutte au sommet pour le pouvoir, ont été appelées à intervenir pour trancher le conflit que l'appareil du parti ne peut résoudre. Dès lors c'est l'équilibre politique de la Tchécoslovaquie qui est modifié. La conséquence la plus visible c'est l'accélération brusque du processus de démocratisation ; la presse trouve une liberté de parole totale, les intellectuels conquièrent la liberté d'expression, les réhabilitations s'effectuent à un rythme accéléré.

L'appui populaire renforce au sein du parti les courants favorables à une démocratisation rapide, isole les conservateurs Novotnyistes, lie les éléments centristes qui désireraient contenir le mouvement. Les pressions soviétiques, d'abord discrètes, puis de plus en plus violentes ont le même effet que la mauvaise volonté de Novotny. Chaque attaque de la Pravda, chaque soldat soviétique présent en Tchécoslovaquie ou à ses frontières renforcent le poids des masses populaires dans le jeu politique tchèque.



INTELIGEN CIA

S'il est important de rappeler ces éléments, c'est pour mettre en évidence que rien ne démontre que la solution des problèmes posés en France par le mouvement de Mai se trouve dans l'expérience de Prague. C'est se tromper sur le contenu des mots que de s'imaginer que les problèmes posés sont identiques. Si, comme à Prague, le mouvement de Mai s'est posé le problème du fonctionnement

d'une économie socialiste, ce n'est pas au niveau d'une restauration des catégories marchandes (marché, prix, bénéfices...) qu'il peut chercher la solution. Si, comme à Prague, le mouvement de Mai s'est posé les problèmes de la démocratie et du socialisme, ce n'est pas



au niveau de la liberté de la presse et de la concurrence entre les partis qu'il se les est posés.

Les questions qui ont été au cœur de l'expérience de Mai (la gestion ouvrière, la gestion directe, le contrôle permanent des dirigeants par la base) n'ont pas été posées par les dirigeants actuels de la Tchécoslovaquie. La façon même dont s'est engagé le nouveau cours, la survie trop longue d'un Comité central discrédité, l'appel tardif au jugement des masses et les limites apportées à leur intervention ne peuvent être tenus pour des modèles de règlement politique.

Faut-il, pour autant, se désintéresser de l'issue du conflit entre Prague et Moscou ? Faut-il après avoir condamné Novotny pour stalinisme, condamner Dubcek pour déviation droitiste ? Ce serait une grave erreur. Il faut en effet tenir compte de ce qu'était la Tchécoslovaquie avant 1968. Si le mouvement, aujourd'hui, y prend parfois des formes aberrantes, c'est parce qu'il est le produit de 20 ans de gâchis économique, de 20 ans de docilité à l'égard de l'U.R.S.S., de 20 ans de répression policière, qu'après cela, les aspirations des masses concernent la garantie des libertés politiques et le développement de la consommation est peut être regrettable ; c'est en tout cas normal et peut-être inévitable.

Mais ce qui est fondamental c'est que les masses tchécoslovaques sont en train de réapprendre que la politique existe et qu'il leur est possible d'intervenir dans leur propre destin. C'est une leçon qu'elles n'oublieront pas de sitôt. Ce qui est important c'est que grâce à la liberté d'expression, un courant de gauche peut exister, s'exprimer et se structurer en Tchécoslovaquie. L'expérience qui se déroule aujourd'hui en Tchécoslovaquie a un mérite important : elle fournit les conditions nécessaires à la naissance d'une critique authentiquement socialiste dans les sociétés qui se disent telles.

Lettre de Prague

Chez nous, la coupure entre la vie étudiante et la vie sociale est probablement moins grande qu'en France. Cela est vrai au niveau du recrutement social (plus de 40 % de fils d'ouvriers et de paysans à l'Université), au niveau de la nature de l'enseignement et surtout au niveau de la répartition des étudiants par disciplines : il y par exemple 3 fois plus d'étudiants en Construction mécanique que d'étudiants en philosophie.

Ce qui fait qu'une série de contradictions internes qui existent à la Sorbonne (« inadaptation » de l'enseignement traditionnel aux nécessités mêmes du capitalisme moderne) sont plus faibles chez nous ; mais par contre le milieu étudiant est peut-être plus directement sensible à la crise que traverse la société tchécoslovaque.

Nous n'analyserons pas ici les causes de cette crise. Disons simplement qu'elle est générale : elle traverse tous les pays dits socialistes. Mais chez nous, pays hautement industrialisé, elle a pris récemment un caractère aigu du fait de la contradiction entre un abandon quasi général des « principes » (?) de planification stalinienne et du mode de fonctionnement des instances politiques et culturelles toujours aussi monolithiques et ossifiées. La Tchécoslovaquie n'avait même pas connu de XX^e Congrès sur le plan politique.

La seule forme d'organisation politique des étudiants était l'Union Tchécoslovaque de la Jeunesse : la C.S.M. Créée dans les années 48, elle regroupait au départ (moitié par enthousiasme — les réalisations pour la jeunesse du nouveau régime étaient incontestables, moitié par contrainte morale) une partie écrasante de la jeunesse : tous les étudiants, des lycéens, des jeunes ouvriers et paysans, les soldats qui faisaient leur service. Mais à partir de 1956, c'était devenu quelque chose de très formel, totalement dominé par ce Parti : sa fonction était en quelque sorte d'organiser « la désorganisation » politique des couches jeunes qui commençaient à sentir qu'il fallait que ça change.

En 1963, dans quelques facultés de Prague (les constructions mécaniques, les lettres, la physique nucléaire) un mouvement plus organisé commence à apparaître. Les étudiants demandent une nouvelle structure à la C.S.M. qui regroupait alors presque tous les étudiants et lycéens, mais très peu de jeunes ouvriers, paysans ou soldats. Ils demandaient la reconstruction de la C.S.M. en plusieurs secteurs pour permettre au moins un début de contrôle plus démocratique. Le résultat : la répression qui expulse de la

faculté et envoie les « meneurs » au service militaire.

En octobre 1967, après la répression contre les écrivains (interdiction de leur hebdomadaire « Literari noviny »), les étudiants manifestent contre les mauvaises conditions de vie dans la plus grande résidence universitaire de Prague : Stratov.

Exaspérés par les pannes permanentes d'électricité, ils se dirigeaient, une bougie à la main, vers le château. Peut-être la police s'est affolée et a cru au début de la révolution, toujours est-il que la dispersion a été extrêmement violente : plusieurs dizaines de blessés et d'arrestations. Soutenus par les enseignants, les écrivains, les journalistes, par le comité du Parti de la Faculté des Lettres, par le comité universitaire du Parti de Prague, les étudiants commencent une lutte comme on n'en n'avait jamais vu chez nous contre les calomnies et les mensonges dont ils sont accablés (1).

Incontestablement, cette lutte a servi d'élément catalyseur aux combats de fraction qui se déroulaient à l'intérieur du Parti entre « les libéraux » et les « conservateurs » et qui se sont terminés par la victoire des « libéraux » en mars 1968.

Actuellement les étudiants quittent massivement la C.S.M., les anciens comités de la C.S.M. donnent leur démission. La tendance est de former à la base des organes d'autogestion étudiants, le plus souvent appelés « Conseils académiques d'étudiants » (A.R.S.) dans toutes les facultés.

En avril, s'est formé le parlement étudiant de Prague et en juin le Comité préparatoire de l'Union des étudiants tchèques et de l'Union des étudiants slovaques.

Derrière ces structures larges qui rassemblent la masse des étudiants, commencent timidement à apparaître des cristallisations politiques. Des groupes de réflexion de 10 à 50 étudiants se sont formés à la Faculté des Lettres, aux Constructions mécaniques et à l'Agriculture.

Et c'est peut-être là un des phénomènes les plus importants à terme : il y a eu entre octobre 1967 et mai 1968 une politisation extraordinairement rapide de couches traditionnellement cyniques et désabusées. Bien entendu, la politique étant finalement quelque chose de très neuf pour nous, tout ceci a lieu dans une extrême confusion idéologique. Illustrons ceci par quelques exemples :

— Une délégation de 70 étudiants de lettres et d'agriculture est venu manifester devant l'ambassade de France son soutien à la lutte des étudiants français. Ceci a suscité de nombreuses critiques à l'A.R.S.

Cette manifestation était-elle opportune au moment de la visite du général de Gaulle en Roumanie ? Tandis que d'autres étaient tout à fait opposés : il n'était pas question pour eux de soutenir les « bolcheviks » de Paris.

— Il ya eu une manifestation et une collecte pour le Biafra.

— Une campagne a été ouverte pour la reprise de relations diplomatiques avec Israël qui a recueilli 12 000 signatures en 8 jours. L'idée étant que nous avons rompu ces relations pour obéir aux Soviétiques...

— Le 1^{er} mai, il y eut une manifestation de solidarité avec les étudiants polonais devant l'ambassade de Pologne et une marche à Strakov. Invitation fut envoyée aux universitaires poursuivis de travailler en Tchécoslovaquie. Le parlement étudiant de Prague a tiré à 500 exemplaires en tchèque la « lettre ouverte au Parti Ouvrier Unifié Polonais » de Modzelewski et de Kuron.

— La critique des nouveaux procès de Moscou (Daniel Siniavski, Ginsburg, etc.) dans l'hebdomadaire « Student » qui publie également des études de l'œuvre de Deutscher.

— Des contacts noués avec le S.D.S. et un certain courant de sympathie avec Rudi Dutschke.

Il est probable que pour les courants révolutionnaires occidentaux, le mouvement étudiant tchécoslovaque doit apparaître comme « de droite ». Mais il serait dogmatique de se borner à dire cela.

Peut-on dire qu'il est plus à droite qu'à l'époque de Novotny ? Disons seulement que maintenant on peut voir la vérité : c'est-à-dire ce qui se dissimulait derrière le masque stalinien de la C.S.M. de Novotny et de ses amis qui ont entretenu 20 ans, au nom du marxisme, un univers policier qu'ils appelaient — la bourgeoisie internationale également — le socialisme.

De ce régime, la jeunesse et toute la population tchécoslovaque avaient assez. Que beaucoup alors rejettent avec le stalinisme, peu ou prou de socialisme, qui s'en étonnera ? Mais les conditions sont maintenant plus favorables à la réhabilitation de la plus grande victime de Novotny : le socialisme.

Pour cela, l'appui de la jeunesse révolutionnaire et résolument anti-bureaucratique d'Europe Occidentale sera d'un grand secours.

(1) Les étudiants ont obtenu satisfaction sur tous ces points : la police a officiellement présenté ses excuses, les étudiants blessés ont été indemnisés et désormais chaque policier en service porte un numéro bien visible.

(2) Cette lettre contient une analyse et un programme oppositionnel de gauche. Elle a valu plus de 2 ans de prison à ses auteurs qui sont de nouveau arrêtés.

En 1905, Lénine parlait des étudiants révolutionnaires. Était-il gauchiste ?

LA LEÇON DES ÉVÉNEMENTS DE MOSCOU

Mai 68 n'est pas 1905, la France gaulliste n'est pas la Russie tsariste. Chaque situation pré-révolutionnaire a ses caractères propres qu'il s'agit de définir. Si nous rappelons ce texte de Lénine, ce n'est pas pour identifier aujourd'hui et hier mais pour donner l'exemple d'une analyse marxiste — nous disons bien analyse — du rôle que peuvent jouer les étudiants.

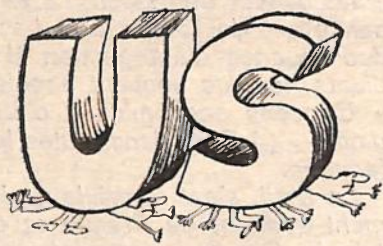
L'ardeur révolutionnaire du prolétariat de Moscou, si fortement attestée par la grève politique et les batailles de rues, ne s'est pas encore refroidie. La grève continue. Elle a partiellement gagné Pétersbourg, où les compositeurs-typographes, se solidarisant avec leurs camarades moscovites, ont cessé le travail. On ne sait pas encore si le mouvement actuel va se calmer en attendant le prochain flot de la marée montante ou s'il va revêtir une forme chronique. Mais certains résultats extrêmement édifiants des événements de Moscou se sont déjà fait sentir, et ils valent la peine de nous y arrêter.

De façon générale, le mouvement à Moscou n'est pas arrivé au conflit décisif des ouvriers révolutionnaires et des forces du tsarisme. Il ne s'est produit que de petites escarmouches d'avant-garde et peut-être, partiellement, une démonstration militaire de guerre civile. Ce n'a pas été une de ces batailles qui décident de l'issue d'une guerre. Des deux hypothèses que nous formulons la semaine dernière, il semble que la première se vérifie, à savoir que nous n'assistons qu'à une répétition de l'offensive décisive, et non à cette offensive même. La répétition a pourtant montré, dressés de toute leur hauteur, les personnages du drame historique. Elle a ainsi jeté une vive lumière sur le déroulement probable, et sans doute même inévitable, du drame lui-même.

LA PEGRE DANS LES FACs

Le prétexte des événements de Moscou a été d'un caractère à première vue universitaire. Le gouvernement a octroyé aux universités une « autonomie » partielle ou plutôt fictive. MM. les professeurs ont acquis le droit de s'administrer eux-mêmes ; les étudiants, celui de se réunir. Une petite brèche

était dès lors ouverte dans le système oppressif de l'autocratie et du servage. De nouveaux flots révolutionnaires se sont rués dans cette brèche avec une force inattendue. Une mesquine concession, une infime réforme tendant à atténuer les antagonismes politiques et à « réconcilier » bandits et victimes, a provoqué en réalité une aggravation terrible de la lutte et l'accroissement du nombre des combattants. Les ouvriers sont



SUPREMA CIA

accourus en masse aux réunions des étudiants. Des meetings révolutionnaires populaires se sont improvisés, où l'on a vu prévaloir le prolétariat, classe d'avant-garde dans la lutte pour la liberté. Le gouvernement a été pris de fureur. Les « respectables » professeurs libéraux, qui venaient d'obtenir le droit de s'administrer eux-mêmes, ont pris peur et se sont mis à faire la navette entre les étudiants révolutionnaires et le gouvernement du knout policier. Les libéraux ont profité de la liberté pour la trahir, pour recommander aux étudiants de ne pas élargir et aggraver la lutte, pour prêcher le respect de l'ordre face aux coupe-jarrets et aux Cent-Noirs, aux Tréprov et Romanov ! Les libéraux ont mis à profit leur autonomie administrative pour prendre en mains les intérêts des bourreaux du peuple et trahir la liberté de sanctuaire de la « science » telle que la conçoit le knout, sanc-

Lénine ne se permettait pas de dire : étudiants = petits-bourgeois, il ne ressassait pas des vérités éternelles sur l'origine sociale de la « couche étudiante » — il faisait l'analyse concrète d'une situation concrète en découvrant la fonction que peuvent avoir les étudiants révolutionnaires. Romanov était Tsar et Tréprov son ministre, la Douma son parlement. Les professeurs défendaient l'université libérale...

tuaire profané par les étudiants qui y admettaient la « vile plèbe » à débattre des questions telles que ne le conçoit pas la clique autocratique. Les libéraux eux-mêmes ont trahi le peuple et trahi la liberté de peur d'un massacre à l'université. Et leur lâcheté a reçu un châtiment exemplaire. En fermant l'université révolutionnaire, ils ont ouvert la rue à la révolution. Tristes pédants, ils se félicitaient à qui mieux mieux avec ces gredins de Glazov d'avoir réussi à éteindre l'incendie dans les facultés. Ils n'avaient fait en réalité que mettre la rue à une immense cité industrielle. Ils avaient, ces nullités pompeuses, défendu aux ouvriers de se joindre aux étudiants ; ils ne faisaient ainsi que pousser les étudiants à se joindre aux ouvriers révolutionnaires. Ils traitaient toutes les questions politiques du point de vue de leur poulailler imprégné, depuis des siècles, du moisi bureaucratique ; ils suppliaient les étudiants de l'épargner. Il suffit d'un premier souffle frais, de l'intervention d'une force révolutionnaire jeune et libre, pour que tout le monde oublie le poulailler, car la brise, devenant toujours plus violente, se transformait en un ouragan dirigé contre la source de tout moisi bureaucratique et de toute brimade infligée au peuple russe, contre l'autocratie impériale. Et maintenant même que le premier danger est passé, maintenant que la tempête s'est visiblement calmée, les larbins de l'autocratie tremblent encore de peur à la seule évocation de l'abîme qui s'est ouvert sous leurs pas dans les sanglantes journées de Moscou : « Ce n'est pas encore un incendie, balbutie M. Menchikov dans le servile *Novoïé Vrémia* (30 septembre) ; ce n'est pas encore la révolution... mais c'en est déjà le prologue... Elle vient, disais-je en avril, et quels pas terribles n'a-t-elle pas faits depuis ! L'élément popu-

laire est remué jusque dans ses profondeurs... »

COMMANDOS ET GROUPUSCULES

Oui, les Tréprov et les Romanov, et aussi les bourgeois libéraux adonnés à leur œuvre de trahison se sont mis dans de beaux draps ! Ouvrir l'université, c'est donner une tribune aux assemblées révolutionnaires du peuple, c'est rendre un précieux service à la social-démocratie. Fermer l'université, c'est ouvrir la lutte dans la rue. Et nos chevaliers du knout de se démener en grinçant des dents ; ils rouvrent l'université de Moscou, ils font semblant de vouloir laisser les étudiants maintenir l'ordre eux-mêmes au cours des défilés dans la rue, ils ferment les yeux sur l'auto-administration révolutionnaire des étudiants qui achèvent de se partager entre les partis social-démocrate, socialiste-révolutionnaire et autres, formant une sorte de « Parlement » universitaire subdivisé en groupes politiques régulièrement constitués (et qui ne se borneront pas, nous en sommes convaincus, à l'auto-administration révolutionnaire, mais se mettront immédiatement et sérieusement à organiser et à armer les détachements de l'armée révolutionnaire). Et les professeurs libéraux de s'agiter, à l'instar des Tréprov, adjurant



PENITEN CIA RIA

aujourd'hui les étudiants d'être plus modérés et demain les hommes du knout d'être plus doux. Tout ce remue-ménage des uns et des autres nous réjouit grandement. Quand les pontifes et les transfuges de la politique se démènent ainsi sur le pont du vaisseau, c'est que le vent révolutionnaire commence vraiment à prendre de la force.

LE DETONATEUR ETUDIANT

Mais, outre une fierté et une satisfaction légitime, les vrais révolutionnaires doivent puiser quelque chose de plus dans les événements de Moscou : la notion précise des forces sociales à l'œuvre dans la révolution russe et de la manière dont elles agissent, une idée plus nette des formes de leur action. Reconstituez l'enchaînement politique des événements de Moscou et vous aurez le tableau typique et hautement caractéristique,

dant pétersbourgeois de la *Vossische Zeitung* de Berlin relatait le 3 (16) octobre, par télégramme, son entrevue avec le chef de cabinet Trépov. Ce poulet lui avait dit : « On ne peut attendre du gouvernement l'application d'aucun plan logique, car chaque jour amène des événements imprévus. Le gouvernement doit louvoyer ; le mouvement actuel, qui peut durer deux ans aussi bien que deux mois, ne peut pas être réprimé par la force. »

LE POUVOIR MANŒUVRE

Oui, la tactique du gouvernement est désormais très nette. C'est de toute évidence une tactique de louvoiement et de retraite avec combats d'arrière-garde. Tactique tout à fait juste du point de vue des intérêts de l'autocratie ; l'erreur serait immense et l'illusion fatale, pour des révolutionnaires, d'oublier que le gouvernement peut en-

les tentatives de conclure un accord avec eux ou simplement de les soutenir à certaines conditions peuvent constituer non seulement une sottise, mais encore une trahison envers la cause du prolétariat.

NE PAS SAUVER L'UNIVERSITE LIBERALE

En effet, l'attitude des professeurs libéraux, avant et pendant les événements de Moscou, est-elle seulement de circonstance ? Est-ce l'exception ou la règle pour le parti cadet ? Cette attitude traduit-elle le caractère particulier d'un groupe de la bourgeoisie libérale ou bien les intérêts profonds et généraux de cette classe dans son ensemble ? Les socialistes ne peuvent avoir deux opinions là-dessus. Mais tous les socialistes sont loin de savoir appliquer une tactique réellement socialiste.

Considérons, afin de nous faire une meilleure idée du fond des choses, la tactique libérale telle que l'exposent les libéraux eux-mêmes. Ils évitent, dans la presse russe, de s'opposer directement aux social-démocrates et même de parler clairement de ceux-ci. Mais voici une correspondance intéressante de la *Vossische Zeitung* de Berlin. Elle exprime certainement avec plus de franchise les opinions des libéraux :

« En dépit de l'autonomie octroyée — très tard, il est vrai — aux universités et aux établissements d'enseignement supérieur, les troubles étudiants ont repris à Pétersbourg et à Moscou, avec une grande violence, dès le début de l'année scolaire. Ces troubles s'accompagnent, en outre, à Moscou d'un large mouvement ouvrier. Ils marquent le commencement d'une nouvelle phase du mouvement révolutionnaire russe. Les réunions d'étudiants et les résolutions qui y sont votées montrent que la jeunesse des universités a adopté le mot d'ordre des chefs social-démocrates : faire des universités le lieu des réunions populaires et porter ainsi la révolution aux couches les plus larges de la population. Les étudiants moscovites ont déjà fait la démonstration de la mise en œuvre de ce mot d'ordre : ils ont invité à l'université des ouvriers et d'autres personnes que rien n'y appelait, et en si grand nombre que les étudiants eux-mêmes se sont trouvés en minorité. Il va de soi que ces faits ne peuvent se prolonger dans les conditions présentes. Le gouvernement fermera les universités plutôt que de tolérer des réunions de ce genre. C'est tellement évident qu'il semble à première vue incompréhensible que les chefs social-démocrates aient pu donner un semblable mot d'ordre. Ils savaient parfaitement ce qui en résulterait ; ils voulaient précisément que le gouvernement fermât les universités. Pourquoi ? Mais tout bonnement

parce qu'ils s'efforcent d'entraver par tous les moyens le mouvement libéral. Ils comprennent que, livrés à leurs propres forces, ils ne sont pas en mesure de mener à bien une grande action politique ; par suite, les libéraux et les radicaux doivent se garder de rien faire, eux aussi, car, paraît-il, le prolétariat socialiste ne pourrait que pâtir de leur action. Il doit lui-même conquérir ses droits. Libre à la social-démocratie russe



PRESIDEN CIA

de s'enorgueillir de cette tactique « inflexible » (*unbeugsame*). Mais tout observateur impartial la trouvera des plus myopes ; et il est fort douteux qu'elle conduise la social-démocratie russe à des victoires. On ne comprend pas ce que la social-démocratie gagne à la fermeture des universités, devenue inévitable étant donné la prolongation de cette tactique. Or, la poursuite des cours dans les facultés et dans les établissements d'enseignement supérieur importe au plus haut point à tous les partis de progrès. Les grèves prolongées d'étudiants et de professeurs ont déjà porté un grand préjudice à la culture russe. La reprise de l'activité universitaire s'impose. L'autonomie permet aux professeurs de s'acquitter librement de leurs fonctions. Aussi les professeurs de toutes les universités et de toutes les écoles supérieures sont-ils d'accord sur la nécessité de se remettre sérieusement au travail. Ils usent de toute leur influence pour engager les étudiants à renoncer à l'application du mot d'ordre social-démocrate. »

ZAMANSKY EN 1905

Ainsi la lutte entre le libéralisme bourgeois (cadet) et les social-démocrates est bien mis en relief. N'entravez pas le mouvement libéral ! Tel est le mot d'ordre admirablement bien formulé dans cet article. Mais en quoi consiste ce mouvement libéral ? En un mouvement de retraite, car les professeurs usent et veulent user de la liberté de l'université non pour la révolution, mais pour une propagande *antirévolutionnaire*, non pour étendre l'incendie, mais pour l'éteindre, non pour élargir le champ de bataille, mais pour détourner les gens de l'action décisive et les amener à la collaboration pacifique avec les Trépov. La lutte s'étant aggravée (les faits nous l'ont montré), le « mouvement libéral » quitté les



sous le rapport de la lutte de classe, de la révolution entière. Voici cet enchaînement : une petite brèche est ouverte dans l'ancien régime ; le gouvernement la ferme en faisant de légères concessions, des « réformes » trompeuses, etc. au lieu de calmer les gens, il n'obtient qu'une nouvelle aggravation de l'effervescence et un élargissement de la lutte ; la bourgeoisie libérale hésite et s'interpose, déconseillant la révolution aux révolutionnaires et la réaction aux policiers. Le peuple révolutionnaire, prolétariat en tête, entre en scène, et son action au grand jour crée une nouvelle situation politique. Sur le champ de bataille plus large et plus élevé, désormais conquis, une brèche nouvelle est ouverte dans les remparts de l'ennemi et le mouvement continue à progresser de cette façon, montant toujours plus haut. « Nous assistons à la retraite du gouvernement sur toute la ligne », font justement observer les *Moskovskié Viédomosti*. Et un journal libéral (*) d'ajouter non sans esprit : retraite accompagnée de combats d'arrière-garde. Le correspon-

core battre en retraite pendant très longtemps sans perdre l'essentiel. L'exemple de la révolution inachevée, de la demi-révolution bâtarde de 1848 en Allemagne (auquel nous reviendrons dans le prochain numéro du *Prolétari* et que nous ne cesserons jamais de rappeler) montre que, même en allant jusqu'à convoquer l'Assemblée constituante (*en paroles*), le gouvernement peut garder assez de force pour vaincre la révolution dans la dernière bataille décisive. C'est pourquoi, étudiant les événements de Moscou, derniers venus dans la longue série de combats de notre guerre civile, nous devons considérer avec lucidité le cours des choses, nous préparer avec la plus grande énergie et la plus grande opiniâtreté à une lutte longue et acharnée, nous méfier de ceux de nos alliés qui sont déjà des transfuges. Alors que rien de décisif n'est encore conquis, alors que l'ennemi a encore d'immenses possibilités de reculs avantageux et inoffensifs, alors que se déroulent des combats de plus en plus importants, la confiance envers ces alliés,

révolutionnaires pour rejoindre les réactionnaires. Les libéraux nous sont naturellement d'une certaine utilité dans la mesure où ils sèment le trouble dans les rangs des Trépov et autres serviteurs de Romanov, mais cette utilité ne compensera le mal qu'ils nous font en semant l'hésitation dans nos rangs que si nous nous désolidarisons sans retour des cadets et si nous condamnons sans merci toutes leurs hésitations. Comprenant ou, plus souvent, sentant leur rôle prépondérant dans le régime économique actuel, les libéraux aspirent à jouer le même rôle dans la révolution et qualifient toute continuation, toute aggravation, tout élargissement de celle-ci au-delà du replâtrage le plus grossier, d'« entrave » au mouvement libéral. Craignant de compromettre la prétendue liberté universitaire accordée par Trépov, ils combattent aujourd'hui la liberté révolutionnaire. Craignant pour la liberté légale de réunion, que le gouvernement accordera demain sous la forme caricaturale imaginée par sa police, ils voudront nous empêcher d'exploiter les réunions à des fins purement prolétariennes. Craignant pour les destins de la Douma d'Etat, ils ont déjà manifesté au congrès de septembre une sage modération et y persévèrent aujourd'hui en combattant le boycottage : ne nous empêchez pas de faire de bonne besogne à la Douma d'Etat !

CRETINISME PARLEMENTAIRE

Et il faut avouer, à la honte de la social-démocratie, qu'il s'est trouvé dans son sein des opportunistes, captifs de leur fossilisation doctrinaire du marxisme, pour se laisser prendre à cet appât ! La révolution est bourgeoise, se disent-ils, c'est pourquoi... c'est pourquoi il faut reculer au fur et à mesure que la bourgeoisie réussit à obtenir des concessions du tsarisme. Si les néo-iskristes ne voient pas encore la signification réelle de la Douma d'Etat, c'est justement parce que, reculant eux-mêmes, ils ne remarquent pas tout naturellement la reculade des constitutionnels-démocrates. Or, il est indéniable que les gens de l'Iskra ont reculé depuis la promulgation de la loi sur la Douma d'Etat. Ils ne songeaient pas, avant la Douma d'Etat, à mettre à l'ordre du jour l'accord avec les constitutionnels-démocrates. Ils l'ont fait depuis la Douma d'Etat (Parvus, Tchérévanine et Martov), et cela sous une forme pratique et directe, et non pas seulement théorique. Ils posaient, avant la Douma d'Etat, des conditions assez sévères aux démocrates (allant jusqu'à exiger que ces derniers contribuent à l'armement du peuple, etc.). Depuis la Douma d'Etat, leurs exigences ont baissé, ils se contentent de la promesse de transformer la Douma des Cent-

Noirs ou des libéraux en une Douma révolutionnaire. A la question : qui doit convoquer l'Assemblée nationale constituante ? ils répondaient avant la Douma d'Etat, dans leur résolution officielle : soit le gouvernement révolutionnaire provisoire, soit l'une des institutions représentatives. Depuis la Douma d'Etat ils ont biffé le gouvernement révolutionnaire provisoire et disent : soit « des organisations démocratiques populaires » (comme celle des cadets ?), soit... soit la Douma d'Etat. C'est ainsi que les faits nous montrent **comment** les néo-iskristes appliquent leur magnifique principe : la révolution est bourgeoise, ouvrez donc l'œil, camarades, afin que la bourgeoisie ne se détourne pas de la révolution !

Les événements de Moscou, montrent pour la première fois depuis la Douma d'Etat quelle est **en réalité** la tactique des constitutionnels-démocrates aux heures graves de la vie politique, ont aussi montré que la queue opportuniste de la social-démocratie se transforme inévitablement en un appendice servile de la bourgeoisie. Nous venons de dire : la Douma des Cent-Noirs ou des libéraux. Ces mots paraissent monstrueux au néo-iskriste, qui considère comme très importante la différence entre la Douma d'Etat des Cent-Noirs et celle des libéraux. Mais les événements de Moscou ont précisément révélé tout ce qu'il y a de faux et de déplacé dans cette idée « parlementaire » appliquée à une époque préparlementaire. Les événements de Moscou ont précisément démontré que le transfuge libéral a joué le rôle de Trépov lui-même. La fermeture de l'université, qui eût été hier décrétée par Trépov, a maintenant été l'œuvre de MM. Manouïlov et Troubetskoï. N'est-il pas évident que les libéraux « tendance Douma » feront eux aussi le va-et-vient entre Trépov-Romanov et le peuple révolutionnaire ? N'est-il pas évident qu'il faut être des niais en politique pour prêter le moindre soutien aux transfuges libéraux ?

Il est souvent nécessaire de soutenir, dans un système parlementaire, le parti le plus libéral contre un parti moins libéral. Soutenir, dans une lutte révolutionnaire pour le régime parlementaire, les transfuges libéraux qui « réconcilient » Trépov et la révolution, c'est trahir.

ETUDIANTS SOLIDAIRES DES TRAVAILLEURS

Les événements de Moscou ont montré à l'œuvre ce groupement des forces sociales dont le **Proletari** a déjà parlé tant de fois : le prolétariat socialiste et l'avant-garde de la démocratie révolutionnaire bourgeoise **combattaient** ; la bourgeoisie libérale monarchiste **négoçait**. Etu-

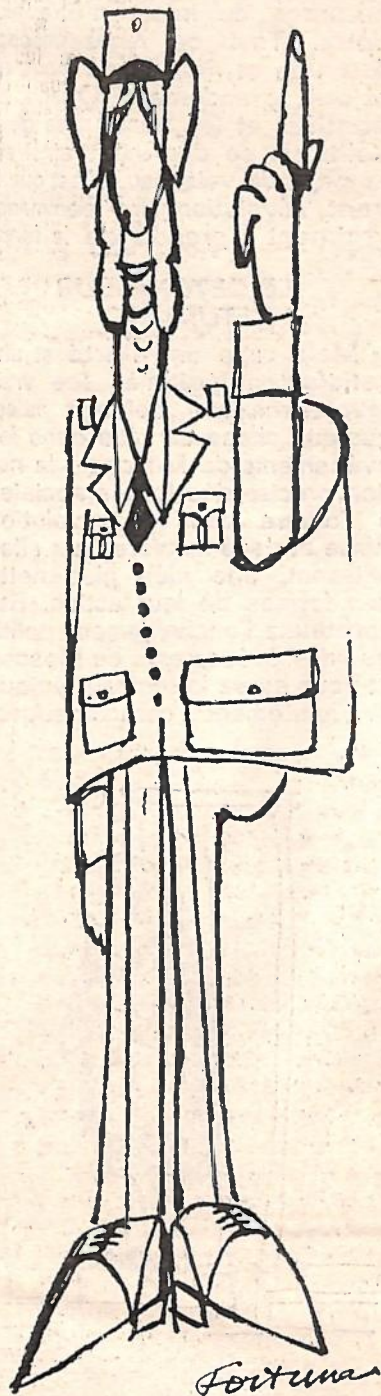
diez donc, camarades ouvriers, étudiez attentivement les leçons des événements de Moscou. C'est précisément ainsi, c'est infailliblement ainsi que les choses se passeront dans la révolution russe tout entière. Regroupons-nous de la façon la plus étroite dans un parti authentiquement socialiste, exprimant consciemment les intérêts de la classe ouvrière au lieu de suivre d'instinct la masse. Ne comptons dans la lutte que sur la démocratie révolutionnaire. Ne pactisons qu'avec elle et n'appliquons ces pactes que sur le champ de bataille, contre les Trépov et les Romanov. Outre les étudiants, avant-garde de la démocratie révolutionnaire, toutes nos forces doivent tendre à soulever les larges masses populaires dont le mouvement n'est pas uniquement démocratique au sens général du mot (tout transfuge s'intitule aujourd'hui démocrate), mais effectivement révolutionnaire : les masses paysannes en un mot. Rappelons-nous que les libéraux et les constitutionnels-démocrates, semant l'hésitation parmi les défenseurs de l'autocratie, s'efforceront inévitablement de semer à chaque pas l'hésitation parmi nous. L'action révolutionnaire ouverte, mettant au rancart tous les pouilliers libéraux, sera seule sérieuse et décisive. Préparez-vous donc, sans perdre une minute, à livrer encore et encore de nouveaux combats ! Armez-vous comme vous pouvez, formez sur-le-champ des groupes de combattants prêts à se battre avec un dévouement et une énergie sans défaillance contre l'autocratie maudite, rappelez-vous que demain ou après-demain les événements vous appelleront en tout cas et inévitablement à l'insurrection et qu'il s'agit uniquement de savoir si vous serez, au moment de l'action, prêts et unis ou dispersés et désorientés !

Une fois de plus, pour la centième fois, les événements de Moscou infligent un démenti aux gens de peu de foi. Ils ont montré que nous sommes encore enclins à sous-estimer le potentiel révolutionnaire des masses. Ils raffermiront nombre de ceux qui commençaient à hésiter, qui, depuis la conclusion de la paix et l'octroi de la Douma, perdaient la foi en l'insurrection. Non, c'est bien aujourd'hui que l'insurrection croît et se fortifie plus vite que jamais. Que la prochaine explosion, en comparaison de laquelle le 9 janvier et les mémorables journées d'Odessa apparaîtront comme des jeux d'enfants, trouve chacun de nous à son poste !

Lénine V. Tome 9. — Editions Sociales. Editions du Progrès, Moscou, 1966.

Lénine V. Tome 9. — Editions Sociales. Editions du Progrès, Moscou, 1966.

N.D.L.R. — Ces intertitres ne sont pas de Lénine.



— Vim explicar a Revolução Francesa

**VOTRE
SOUTIEN
AU
JOURNAL
EST
INDISPENSABLE !**

**PARTICIPEZ A
SA DIFFUSION
ABONNEZ-VOUS**

formiste de la C.G.T. a négocié le protocole de Grenelle et que Séguy, venu le présenter à Renault, se fait rabrouer par les masses. Bien, lorsqu'une organisation est à la tête des masses, en avant mais d'un pas seulement, précepte qui fut appliqué à la lettre dans les manifestations étudiantes : « nous sommes tous des groupuscules » crient l'ensemble des étudiants aux manifestations.

IL A PEUR

Découvrir en un mois deux classes ouvrières — l'une qui dit « oui, mais... » à la révolution, l'autre qui se cabre : non, jamais — aligne des idées parfaitement contradictoires, il y a là un sommet d'incohérence rarement atteint. Y compris par Duverger qui a l'habitude de mettre un peu plus d'ordre dans la succession de ses affirmations. Dans ce fouillis intellectuel quelque chose règne : la peur.

Peur de la révolution d'abord : il ne l'affirme impossible que parce qu'il ne peut pas l'imaginer comme étant l'expérience que font progressivement les masses de leur propre pouvoir. Il n'y voit qu'un coup d'Etat brutal et sanglant. Grattez le libéralisme des formules et vous retrouverez le spectre de « l'homme au couteau entre les dents ». Duverger se satisfait en remarquant que le « détonateur » étudiant a fait « exploser des mécontentements accumulés ». Mais se rassure-t-il : « mais ces mécontentements ne peuvent être confondus avec une volonté révolutionnaire ». Si notre aimable sociologue avait vécu entre 1780 et 1791 il n'aurait jamais aperçu de « volonté révolutionnaire », seulement quelques « mécontentements accumulés » et des explosions du type prise de la Bastille. Il aurait écrit le même article : « Une révolution impossible », somme toute, il y avait plus de royalistes en France en 1790 que de gaullistes aujourd'hui.

Ce professeur « objectif » aurait dû lire la presse des « groupuscules » au lieu de les injurier une fois qu'ils sont devenus illégaux (« quelques extrémistes traditionnels, si l'on peut dire, qui circulent à travers l'ultra-gauchisme depuis des années » — pas mal, pour désigner les responsables de 20 à 26 ans, traqués par la D.S.T.). Dans cette presse il aurait découvert un certain nombre de projets et de discussions qui partent tous de l'idée qu'une révolution socialiste ne se fait pas d'un coup d'un seul, qu'on doit en faciliter le développement « mouvement de l'immense majorité en faveur de l'immense majorité » (Marx). D'où un certain nombre de réflexions sur les comités de grève, les conseils ouvriers, le double pouvoir, les assemblées populaires. Notre savant politique préfère ne pas en parler. Pour

lui, tout aussi vrai que la terre est ronde, le prolétariat « s'intègre » suffisamment dans l'ordre établi. Celui qui n'est pas du même avis est « ultra-gauchiste ». M. Duverger est un ultra-Waldeck Rochet.

Peur du fascisme ensuite. Il est bon d'avoir conscience de la menace fasciste mais de là à conclure que le seul moyen de lutter contre c'est de s'aplatir devant, il y a un pas. Il faut suivre ici très précisément M. Duverger dans son raisonne-



ASSISTEN CIA

ment qui nous condamne au gaullisme à perpétuité : « On n'a pas assez remarqué que la victoire du général de Gaulle en 1968 a finalement la même signification que sa victoire en 1958. Dans les deux cas, il a été porté au pouvoir par un raz-de-marée de droite — soulevé par l'opposition à la révolte algérienne il y a dix ans, par l'opposition à la révolte étudiante le mois dernier. » Ce qui est important ici, c'est l'éternité du gaullisme selon Duverger : le coup d'autorité du second discours du général, le 30 mai 68, est équivalent au coup de force militaire du 13 mai 58. Mais voyons, le « raz-de-marée » (un professeur pourrait se garder des exagérations de la propagande) est survenu après, non avant.

Dans les deux cas, la faiblesse montrée par la « gauche » (Guy Mollet recevant des tomates à Alger, G. Séguy cédant à Grenelle) a précédé et permis le « coup » gaulliste. La victoire électorale de la droite ne survient qu'après, elle n'est pas la cause mais l'effet de la lâcheté de la gauche parlementaire.

Que conseille Duverger face à cette menace fasciste devant laquelle chaque fois la gauche cède ? Il recommande de céder encore et toujours : le seul rempart de la démocratie serait de Gaulle lui-même qui « a aussi empêché ce raz-de-marée de trop submerger la nation et d'y détruire totalement la démocratie. S'il était demain renversé par de nouvelles barricades, de nouvelles occupations de facultés et d'usines, de nouvelles manifestations de rue, sa place ne serait vraisemblablement pas prise par la gauche. Il est beaucoup plus probable qu'un régime à la Pattakos succéderait alors au régime gaulliste ». Si ce n'est pas de Gaulle, c'est un « régime

à la Pattakos », la dictature fasciste des colonels grecs. Voilà à quoi se résume la sagesse d'un professeur au XX^e siècle ! L'aveu est précieux :

1° Il explique le résultat des dernières élections : la France n'est pas « naturellement » à droite, elle vote U.D.R. parce qu'elle n'a pas d'autre choix que de Gaulle ou « un régime à la Pattakos », chaque fois que la gauche fait la preuve de son incapacité devant l'action (en 1958 comme en 1968 la rencontre entre le parlementarisme combinard de la gauche classique et le réformisme de la direction communiste est à la source de cette faillite) ;

2° Il juge définitivement dix années de politique « d'union des gauches » tentée au sommet, entre les directions bureaucratiques d'étiquettes diverses : la faillite de cette ligue en juin 68 est beaucoup plus évidente qu'au 13 mai 58 parce que le rapport des forces est beaucoup plus nettement favorable aux masses populaires — tandis qu'il y a 10 ans l'armée était en état de semi-insurrection, cette fois les grévistes tenaient toutes les clés de l'économie et de l'administration françaises. Seules l'unité et l'initiative à la base, moteur du mouvement de mai, peuvent tirer la « gauche » de l'ornière où elle s'enlise de plus en plus depuis 10 ans.

3° Il dévoile la trompeuse « démocratie » qui règne en France. L'électeur a librement le choix... entre de Gaulle et un régime « à la Pattakos ». 10 années séparent mai 58 de mai 68 mais Duverger constate lui-même que les termes du choix qu'il nous offre n'ont pas changé d'une virgule. Croit-il véritablement que les jeunes travailleurs, les étudiants, les chercheurs scientifiques, les jeunes cadres — les « forces vives »

de la nation vont se laisser enfermer toute leur vie dans ce dilemme ? Croit-il qu'à chaque revendication avancée ils admettront que l'homme fort du moment réponde par un refus tandis qu'un professeur leur expliquera doctement : obéissez sinon Pattakos. Duverger prétend nous enfermer dans son alternative — il oublie que c'est précisément pour refuser cette alternative où lui et tous les partis de gauche se sont enfermés, que des formes nouvelles d'action et d'unité furent inventées en mai. Nous les développons pour rompre ce cercle où l'on nous renvoie de de Gaulle aux paras et des paras à de Gaulle.

Qui est fourrier du fascisme ?

Maurice Duverger sous estime gravement les obstacles qui freinent l'installation d'un régime de colonels en France. Avant tout, la classe ouvrière a montré en mai sa combativité en déclenchant un mouvement social d'ampleur inégalée. Un coup militaire n'irait pas sans une riposte dure. Ce qui entraîne pour le moins des troubles et par conséquent la fuite des capitaux. Premier danger pour l'économie capitaliste française. De plus, à supposer qu'un régime policier et fasciste s'installe, il provoquerait immédiatement la « fuite des cerveaux », ingénieurs, spécialistes, chercheurs refusant, s'ils ne font pas de politique, de travailler dans un climat policier. Ils accepteront les offres des Etats-Unis ou d'autres pays. Deuxième coup très dur pour une économie moderne. La bourgeoisie française, qui a le sens de ses propres intérêts, hésitera longtemps avant de risquer un régime fasciste. Duverger « oublie » complètement ces atouts de la lutte antifasciste ; par là il sert l'intoxication gaulliste. La bourgeoisie a besoin d'un père fouettard éternel.

LE S.N.E.-Sup ET ACTION

Motion Herszberg - Liot, amendée par Fontaine

Le Congrès du S.N.E.-Sup estime que le soutien apporté par le Syndicat au journal « ACTION » a permis de donner au mouvement de Mai un moyen d'expression qui a eu un rôle favorable au développement du mouvement.

Le S.N.E.-Sup prenant en considération le fait que le journal « ACTION » se déclare au service des Comités d'Action, n'estime pas devoir réclamer une participation à sa rédaction ou à sa gestion.

Actuellement « ACTION » existe et vit grâce à l'audience qu'il a conquise. Le soutien du S.N.E.-Sup au journal ne s'impose donc plus.

En tout état de cause, le S.N.E.-Sup apportera de nouveau son soutien à « ACTION » en cas de mesures de répression à son égard.

Voté par 2 261 POUR, 1 786 CONTRE.

Dans un prochain numéro « Action » publiera la très importante motion d'orientation adoptée au Congrès du S.N.E.-Sup.

La répression est peut-être sournoise, elle n'en est pas moins réelle. Elle tend à s'amplifier de jour en jour.

Depuis l'interpellation de 41 militants d'un Comité d'Action le 10 juillet dernier et le maintien en garde à vue de huit d'entre eux, la situation a sensiblement évolué :

— Le 12 juillet, cinq personnes étaient arrêtées à Brest. Le motif de leur arrestation est demeuré inconnu, pendant quatre jours, quand ce n'est pas l'arrestation elle-même qui a été tenue quasiment secrète. Il paraîtrait que ces personnes auraient été transférées à Paris dans la journée du 17 juillet pour être présentées le même jour, à 14 heures, devant M. Vigouroux, juge d'instruction près la Cour de Sécurité de l'Etat.

— Dans la même période, et sans que cela ait pu être confirmé, on apprenait que la police avait fait une descente dans le « Groupe 66 », organisation révolutionnaire de Marseille, dont l'animateur est l'un des frères d'une des personnes gardées à vue à la suite de l'opération du 10 juillet à Paris.

— Le 16 juillet, à 14 heures, Alain Krivine, dirigeant de la J.C.R., organisation dissoute le 12 juin par le gouvernement, ainsi que sa femme Michèle, étaient arrêtés dans un restaurant (Le Wimpy) de la gare Saint-Lazare, en compagnie d'une troisième personne dont on ignore le nom.

— Enfin, dans la nuit du 17 au 18 juillet, quatre personnes étaient arrêtées à Rouen. Deux d'entre elles furent relâchées quelques heures plus tard ; quant aux deux autres, elles ont été transférées à Paris, au fort de Gravelle.

La première conclusion que l'on puisse tirer de toutes ces informations est la présence au FORT DE GRAVELLE de la quasi-totalité des personnes gardées à vue. Y ont été transférés, outre les huit qui y étaient déjà à la suite de l'interpellation du 10 juillet, Alain Krivine et sa femme, les militants de Brest, ceux de Rouen. Toutes semblent le devoir à l'action de M. Vigouroux, juge d'instruction près la Cour de Sécurité de l'Etat.

On ne peut d'autre part s'empêcher de remarquer la soudaineté de la vague d'arrestations qui se développe aujourd'hui.

L'entreprise policière contre le mouvement étudiant

Le 10 juillet la police interrompait une réunion d'un Comité d'Action dans le 11^e arrondissement. Parmi les 41 personnes interpellées, 8 devaient être gardées à vue. Depuis la situation s'est nettement modifiée : la répression s'amplifie. A côté des arrestations des dirigeants étudiants nous n'oublions pas que le patronat mène à sa façon sa répression dans les usines (cf. : Citroën). Cela n'est que le deuxième volet d'une même politique : « casser » le plus formidable mouvement révolutionnaire qui ait vu le jour en France depuis bien longtemps. Mais la solidarité ouvriers-étudiants l'emportera.

De source bien informée, on attribue ce phénomène au fait que ce serait maintenant la D.S.T. qui s'occuperait des opérations de répression, et non plus la P.J. Cette dernière en effet se serait montrée assez réticente à mener ce genre d'opération, l'aspect politique de la question la mettant mal à l'aise. Quant à la D.S.T., elle est plus familiarisée avec la répression politique. Qui plus est, parallèlement à l'enquête pour reconstitution de ligue dissoute, on aimerait, du côté du pouvoir, mettre en évidence bien autre chose : on se souvient des déclarations ambiguës d'un Premier ministre qui affirmait, au plus fort de la crise de mai, que les désordres étaient le fait d'une minorité ayant des ramifications internationales, tendant ainsi à accréditer la thèse d'un complot d'origine étrangère. Dans ce cadre-là, on comprend fort bien le rôle de la D.S.T. qui est chargée du contre-espionnage.

En fait, personne ne se trompe sur les véritables raisons de la répression. Le pouvoir veut faire payer la grande peur qu'il a eue pendant les deux der-

niers mois ; il veut aussi prendre une hypothèque sur l'avenir qui s'annonce troublé en emprisonnant tous les militants révolutionnaires qui ont joué un rôle durant le mois de mai et qui pourraient en jouer un à la rentrée. Toute contestation du système hors du jeu parlementaire est dorénavant considérée comme atteinte à l'ordre public et, comme le dit Robert Poujade, secrétaire général de l'U.D. V^e, dans son discours du 17 juillet à l'Assemblée Nationale : « Toute tentative de troubler l'ordre public doit être réprimée dans l'instant même. » Et plus loin, menaçant : « Certains des instigateurs des troubles de mai doivent s'estimer heureux que la République n'ait pris contre eux des sanctions plus sévères. » Outre l'incroyable fatuité qu'il a à faire accroire qu'il représente « la République », M. Poujade veut-il dire par là qu'il est disposé le cas échéant à mettre au trou dix millions de travailleurs ? Car dans ces conditions, effectivement, « la gendarmerie et la police ne disposent pas de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches » (extrait du même discours).

En tout cas, le pouvoir semble avoir compris les dangers qu'il a encourus. Outre les six nouveaux escadrons de gendarmes mobiles qui viennent d'être créés, il paraîtrait qu'on serait en train d'agrandir le pénitencier de Saint-Martin-de-Ré. D'autres parlent d'un camp d'internement en Lozère.

Mais la répression a aussi ses aspects plus quotidiens : les arrestations pour quelques heures des diffuseurs d'« Action », les contrôles d'identités, les perquisitions ne se comp-

tent plus. Toutes les tracasseries semblent bonnes pour le pouvoir et sa police pour effacer un mouvement dont ils ont peur qu'il ne renaisse.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nous recevons en dernière minute un communiqué de la J.C.R., après l'arrestation de plusieurs de ses militants, dont A. Krivine, l'un de ses dirigeants.

La crise révolutionnaire de mai a fait vaciller le gaullisme, celui-ci n'a pu se sauver que par le biais des élections, mais il est le premier à savoir que rien n'est résolu.

Le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier gardent intacte leur capacité de lutte.

Le pouvoir ne cherche pas la réponse aux problèmes qui lui sont posés dans le jeu de sa majorité parlementaire, mais dans des moyens moins « démocratiques », mais plus efficaces : sa police et sa justice.

Il prépare à sa manière la rentrée en faisant tomber la répression sur l'avant-garde révolutionnaire (...).

Les organisations ouvrières, qui laissent planer le silence sur ces arrestations sous prétexte de ne pas faire le « jeu du pouvoir » ne voient pas qu'il s'agit d'une attaque contre tout le mouvement ouvrier et en ne réagissant pas, s'exposent à être à leur tour victimes de la répression.

Le Bureau National de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire dénonce ces méthodes qui ne font que prouver la faiblesse du pouvoir, obligé de jeter son masque « parlementaire et démocratique ». Il appelle les militants et les organisations se réclamant du mouvement ouvrier à manifester leur solidarité en dénonçant cette répression que le pouvoir veut silencieuse. Il les appelle à préparer les nouvelles luttes qui se produiront inévitablement dans les mois à venir car elles ne sont pas le fait d'une poignée « d'agitateurs », mais l'expression des contradictions insurmontables du capitalisme.

Le Bureau National
de la Jeunesse Communiste
Révolutionnaire
PARIS, le 17 juillet 1968.

ACTION CONTINUE

Créé sans aucun capital, sauf celui de la confiance des militants, le journal a besoin de rentrées régulières.

Si vous voulez que sa parution continue, assurez le soutien financier à « Action ». Versez les fonds à Serge Bosc, C.C.P. 24 642-72 Paris, en indiquant « Pour Action ».

Permanence
des Comités
d'Action :
6, rue Monge
Paris V^e

Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER

Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre
Paris (2^e)

Travail exécuté, par des ouvriers syndiqués

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à Madame JALLAUD,

204, rue de La Croix-Nivert, PARIS (XV^e)

NOM Prénom

Profession (facultatif)

Adresse :

(Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre).